



Parlement wallon

Session 2011-2012

15 avril 2013

RAPPORT D'ACTIVITES DE L'ASSEMBLEE



Parlement wallon

RAPPORT D'ACTIVITÉS DE L'ASSEMBLÉE

SESSION ORDINAIRE 2011-2012

La rédaction du Rapport d'activités 2011-2012 a été clôturée le 19 septembre 2012.

Des informations complémentaires sont disponibles sur le site du Parlement wallon (www.parlement-wallon.be) ou auprès du Service des études et de la documentation du Greffe (email : doc@parlement-wallon.be, tél : 081.251.677).

AVANT-PROPOS



Un Parlement en phase avec son temps

Comment faire rapport de l'activité d'un Parlement ? Comment écrire la diversité et l'habitude, l'intensité ou parfois la légèreté, les émotions et les convictions, le destin des projets portés par celles et ceux que les citoyens ont élu pour les représenter ?

Le Parlement wallon, c'est une assemblée de parlementaires accompagnés de collaborateurs ; c'est aussi une administration ; c'est surtout le coeur d'une démocratie régionale au service de l'intérêt collectif des habitants de Wallonie. Difficile de traduire ce fourmillement en tableaux et statistiques...

Ce rapport d'activité de la session parlementaire 2011-2012 nous permet néanmoins de lever le nez du guidon et de prendre du recul face au travail quotidien de notre institution et à l'actualité qui en est le contexte et le carburant.

2012, année du centenaire de la première Assemblée wallonne.
2012, marquée par le début de la mise en oeuvre d'une 6^{ème} réforme de l'État qui renforcera les compétences de la Wallonie et l'importance de son Parlement.

Ce rapport atteste de tendances : celles que l'on constate mais aussi celles que l'on souhaite accompagner ou amplifier.

Ainsi, si le nombre de questions écrites déposées par les députés a significativement diminué par rapport à la session 2010-2011 (4.149 quand même...), la quantité de questions orales et d'interpellations du Gouvernement atteint le chiffre record de 2.177 !

Trente-cinq propositions de décret ont été déposées par des députés durant cette session. Trois ont été adoptées (certaines déposées lors de sessions précédentes). Septante-deux projets de décret ont été déposés par le Gouvernement wallon. Septante-cinq ont été adoptés.

Ces chiffres indiquent l'importance prépondérante que revêt le contrôle du Gouvernement dans l'activité parlementaire et le fait que le travail décrétoal est très majoritairement initié par l'exécutif.

Le Parlement n'est pas un vase clos.

Durant cette session, plus de 100 personnes — experts, citoyens ou représentants de la société civile — ont été auditionnées sur une large variété de thèmes ; des visites de terrains ont été organisées en Wallonie ou à l'étranger ; des représentants politiques et des ambassadeurs issus de nombreux pays ont été reçus à Namur ; des colloques et événements de sensibilisation ont eu lieu au sein du Parlement et près de 3.000 personnes réparties en 116 groupes ont visité le Parlement wallon déclaré, en outre, le 9 mai 2012, « Territoire de Mémoire ».

Cette ouverture de notre Parlement sur la prospective et sur la société qui l'entoure se lit dans ce rapport mais elle doit aussi, davantage encore, constituer une balise pour le futur de notre activité.

Car à l'échelle de l'histoire, au-delà de la « photographie » annuelle, c'est bien en termes de bien être pour la population de Wallonie que s'établira le bilan de l'action du Parlement et c'est par la qualité de sa relation avec les citoyens de notre région que se jugera la vitalité de la démocratie transmise par notre Assemblée aux générations futures.

Patrick DUPRIEZ
Président

1. COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE	
1.1. MEMBRES	13
1.2. COMPOSITION POLITIQUE	14
1.3. CARTE SOCIOLOGIQUE	16
1.4. RÉPARTITION DES MEMBRES EN FONCTION DE L'ANNÉE DE NAISSANCE...	16
1.5. REPRÉSENTATION DES FEMMES	18
2. ORGANISATION DE L'ASSEMBLÉE	
2.1. ORGANES DE GESTION	21
2.1.1. Bureau	21
2.1.2. Conférence des présidents	21
2.1.3. Le Greffier	22
2.1.4. Les principaux services du Greffe.....	22
2.1.4.1. La Direction de l'action parlementaire.....	22
2.1.4.2. La Direction des affaires institutionnelles	22
2.1.4.3. La Direction de la logistique	22
2.1.4.4. La Direction des relations internationales	22
2.2. MOYENS BUDGÉTAIRES MIS À LA DISPOSITION DE L'ASSEMBLÉE	23
2.3. CERTIFICATION	23
3. COMPETENCES ET ACTIVITES DE L'ASSEMBLÉE	
3.1. ACTIVITÉS DES COMMISSIONS	27
3.1.1. Commissions permanentes et sous-commissions.....	27
3.1.2. Commissions spéciales	42
3.1.3. Comités	43
3.1.4. Groupe de travail.....	45
3.2. COMPÉTENCES LÉGISLATIVES	46
3.3. CONTRÔLE PARLEMENTAIRE	58
3.3.1. Interpellations et questions.....	58
3.3.2. Contrôle budgétaire	59
3.3.2.1. Projets de décret de nature budgétaire	59
3.3.2.2. Cour des Comptes	60
3.3.3. Médiateur de la Région wallonne	60
3.3.4. Liste des rapports qui doivent être déposés au Parlement wallon	60
3.4. DÉBATS TENUS EN SÉANCE PLÉNIÈRE	61
3.4.1. Débats extraordinaires.....	61
3.4.2. Débats relatifs à des questions d'actualité.....	62

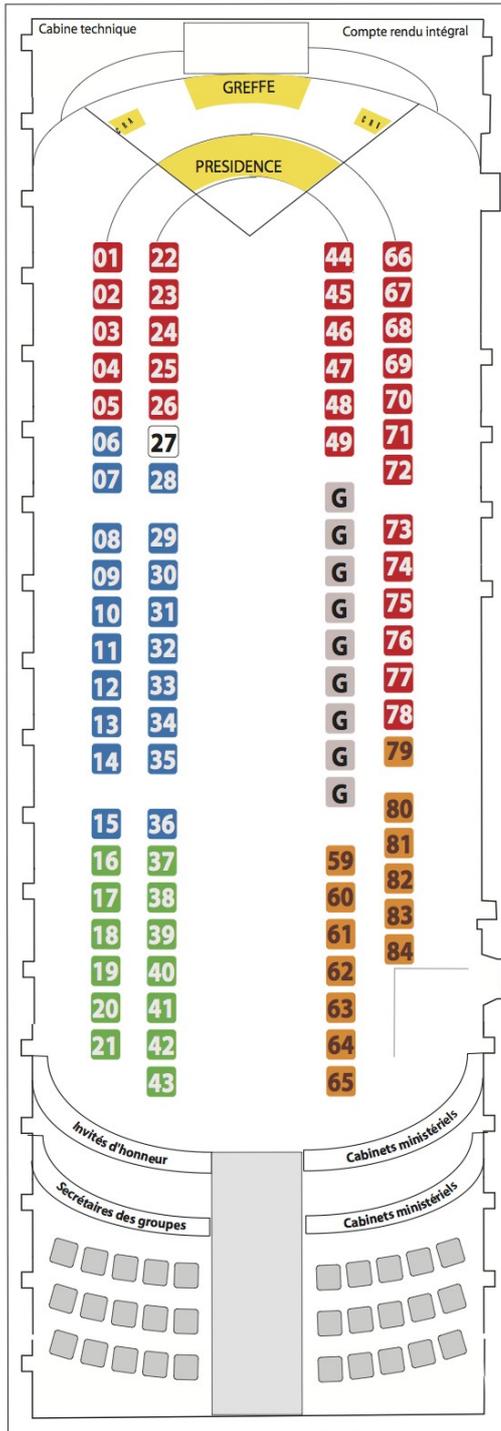
3.5. RESOLUTIONS	62
3.6. COUR CONSTITUTIONNELLE	64
3.7. ACTIVITÉS DE L'ASSEMBLÉE EN CHIFFRES	65
3.7.1. Vue globale	65
3.7.2. Séances plénières	66
3.7.3. Séances publiques des commissions permanentes, de la sous-commission, des comités d'avis et des comités	67
3.7.4. Décrets	69
3.7.5. Résolutions	71
3.7.6. Contrôle du Gouvernement	72
4. RELATIONS INTERNATIONALES	
4.1. RELATIONS PARLEMENTAIRES BILATÉRALES	79
4.1.1. Délégations étrangères	79
4.1.2. Activités diverses	83
4.2. RELATIONS AVEC LES ASSEMBLÉES PARLEMENTAIRES EUROPÉENNES ...	84
4.2.1. Conseil interparlementaire consultatif de Benelux	84
4.2.1.1. Délégation	84
4.2.1.2. Activités	84
4.2.2. Conférence des assemblées législatives régionales d'Europe (CALRE)	84
4.2.2.1. Délégation	84
4.2.2.2. Activités	85
4.2.3. Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)	85
4.2.3.1. Délégation	85
4.2.3.2. Activités	86
4.3. RELATIONS AVEC LES ASSEMBLÉES PARLEMENTAIRES NON-EUROPÉENNES	
4.3.1. Comité mixte Assemblée nationale du Québec - Parlement wallon	87
4.3.1.1. Délégation	87
4.3.1.2. Activités	87
5. RELATIONS AVEC LE CITOYEN	
5.1. VISITES DU PARLEMENT WALLON	91
5.2. JOURNÉE PORTES OUVERTES	92
5.3. CITOYENNETÉ	92
5.4. AUTRES ÉVÉNEMENTS	93
6. IN MEMORIAM	
6.1. DÉPUTÉS ET ANCIENS DÉPUTÉS	97
6.2. HOMMAGES	97

CHAPITRE 1

Composition de l'Assemblée

PLAN DE LA SALLE DES SÉANCES PLÉNIÈRES

PLAN DES SIÈGES



Dernière modification : 24.04.2012

NUMERIQUE

- 01 HOUDART Catherine
- 02 TACHENION Pierre
- 03 SONNET Malika
- 04 TARGNION Murielle
- 05 EERDEKENS Claude
- 06 DODRIMONT Philippe
- 07 de COSTER-BAUCHAU Sybille
- 08 CASSART-MAILLEUX Caroline
- 09 MOUYARD Gilles
- 10 REUTER Florence
- 11 PARY-MILLE Florinne
- 12 NEVEN Marcel
- 13 CRUCKE Jean-Luc
- 14 BARZIN Anne
- 15 BINON Yves
- 16 TIBERGHEN Luc
- 17 SAENEN Marianne
- 18 DAELE Matthieu
- 19 SAINT-AMAND Olivier
- 20 HAZEE Stéphane
- 21 DUPRIEZ Patrick
- 22 STOFFELS Edmund
- 23 ONKELINX Alain
- 24 COLLIGNON Christophe
- 25 KAPOMPOLE Joëlle
- 26 MAENE Jean-Claude
- 27 WESPHAELE Bernard
- 28 DEFRAIGNE Christine
- 29 BERTOUILLE Chantal
- 30 JEHOLET Pierre-Yves
- 31 KUBLA Serge
- 32 BORSUS Willy
- 33 CORNET Véronique
- 34 MILLER Richard
- 35 WALH Jean-Paul
- 36 JAMAR Hervé
- 37 DETHIER-NEUMANN Monika
- 38 CHERON Marcel
- 39 DISABATO Manu
- 40 DESGAIN Xavier
- 41 CREMASCO Véronica
- 42 NOIRET Christian
- 43 MEERHAEGHE Isabelle
- 44 DUPONT Christian
- 45 de SAINT MOULIN Marc
- 46 PECRIAUX Sophie
- 47 WALRY Léon
- 48 LUPERTO Jean-Charles
- 49 SIMONIS Isabelle
- 59 PREVOT Maxime
- 60 de LAMOTTE Michel
- 61 LEBRUN Michel
- 62 ELSEN Marc
- 63 YZERBYT Damien
- 64 MOUCHERON Savine
- 65 BOUCHAT André
- 66 FASSIAUX-LOOTEN Françoise
- 67 GONZALEZ Virginie
- 68 PIRLOT Sébastien
- 69 SAUDOYER Annick
- 70 SENESAELE Daniel
- 71 ZRIHEN Olga
- 72 DAERDEN Michel
- 73 BOLLAND Marc
- 74 YERNA Maggy
- 75 LENZINI Mauro
- 76 BAYET Hugues
- 77 TROTTA Graziana
- 78 KILIC Serdar
- 79 FOURNY Dimitri
- 80 LANGENDRIES Benoît
- 81 SALVI Véronique
- 82 SERVAES Christine
- 83 GOFFINET Anne-Catherine
- 84 GADENNE Alfred

ALPHABETIQUE

- 14 BARZIN Anne
- 76 BAYET Hugues
- 29 BERTOUILLE Chantal
- 15 BINON Yves
- 73 BOLLAND Marc
- 32 BORSUS Willy
- 65 BOUCHAT André
- 08 CASSART-MAILLEUX Caroline
- 38 CHERON Marcel
- 24 COLLIGNON Christophe
- 33 CORNET Véronique
- 41 CREMASCO Véronica
- 13 CRUCKE Jean-Luc
- 18 DAELE Matthieu
- 72 DAERDEN Michel
- 07 de COSTER-BAUCHAU Sybille
- 60 de LAMOTTE Michel
- 45 de SAINT MOULIN Marc
- 28 DEFRAIGNE Christine
- 40 DESGAIN Xavier
- 37 DETHIER-NEUMANN Monika
- 39 DISABATO Manu
- 06 DODRIMONT Philippe
- 44 DUPONT Christian
- 21 DUPRIEZ Patrick
- 05 EERDEKENS Claude
- 62 ELSEN Marc
- 66 FASSIAUX-LOOTEN Françoise
- 79 FOURNY Dimitri
- 84 GADENNE Alfred
- 83 GOFFINET Anne-Catherine
- 67 GONZALEZ Virginie
- 20 HAZEE Stéphane
- 01 HOUDART Catherine
- 36 JAMAR Hervé
- 30 JEHOLET Pierre-Yves
- 25 KAPOMPOLE Joëlle
- 78 KILIC Serdar
- 31 KUBLA Serge
- 80 LANGENDRIES Benoît
- 61 LEBRUN Michel
- 75 LENZINI Mauro
- 48 LUPERTO Jean-Charles
- 26 MAENE Jean-Claude
- 43 MEERHAEGHE Isabelle
- 34 MILLER Richard
- 64 MOUCHERON Savine
- 09 MOUYARD Gilles
- 12 NEVEN Marcel
- 42 NOIRET Christian
- 23 ONKELINX Alain
- 11 PARY-MILLE Florinne
- 46 PECRIAUX Sophie
- 68 PIRLOT Sébastien
- 59 PREVOT Maxime
- 10 REUTER Florence
- 17 SAENEN Marianne
- 19 SAINT-AMAND Olivier
- 81 SALVI Véronique
- 69 SAUDOYER Annick
- 70 SENESAELE Daniel
- 82 SERVAES Christine
- 49 SIMONIS Isabelle
- 03 SONNET Malika
- 22 STOFFELS Edmund
- 02 TACHENION Pierre
- 04 TARGNION Murielle
- 16 TIBERGHEN Luc
- 77 TROTTA Graziana
- 35 WALH Jean-Paul
- 47 WALRY Léon
- 27 WESPHAELE Bernard
- 74 YERNA Maggy
- 63 YZERBYT Damien
- 71 ZRIHEN Olga

1. COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE

1.1. MEMBRES

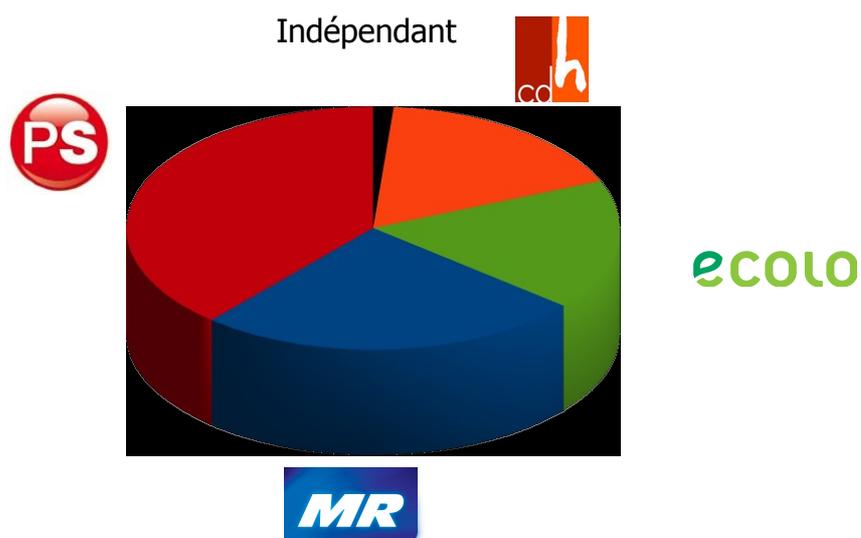
Nom	Groupe politique
Mme Barzin Anne	MR
M. Bayet Hugues	PS
Mme Bertouille Chantal	MR
M. Binon Yves	MR
M. Bolland Marc	PS
M. Borsus Willy	MR
M. Bouchat André	cdH
Mme Cassart-Mailleux Caroline	MR
M. Cheron Marcel	Ecolo (sénateur de Communauté)
M. Collignon Christophe	PS
Mme Cornet Véronique	MR
Mme Cremasco Véronica	Ecolo
M. Crucke Jean-Luc	MR
M. Daele Matthieu	Ecolo
Mme de Coster-Bauchau Sybille	MR
M. Daerden Michel	PS (reprise de mandat du 5 décembre 2011 au 5 août 2012)
M. de Lamotte Michel	cdH
M. de Saint Moulin Marc	PS
Mme Defraigne Christine	MR (sénatrice de Communauté)
M. Desgain Xavier	Ecolo
Mme Dethier-Neumann Monika	Ecolo
M. Di Antonio Carlo	cdH (du 23 juin 2009 au 15 décembre 2011)
M. Disabato Emmanuel	Ecolo
M. Dodrimont Philippe	MR
M. Dupont Christian	PS
M. Dupriez Patrick	Ecolo
M. Eerdeken Claude	PS
M. Elsen Marc	cdH
Mme Fassiaux-Looten Françoise	PS
M. Fourny Dimitri	cdH (sénateur de Communauté)
M. Gadenne Alfred	cdH
Mme Goffinet Anne-Catherine	cdH
Mme Gonzalez Moyano Virginie	PS
M. Hazée Stéphane	Ecolo (depuis le 14 mars 2012 en remplacement de Mme Emily Hoyos)
Mme Hoyos Emily	Ecolo (du 23 juin 2009 au 13 mars 2012)
Mme Houdart Catherine	PS
M. Jamar Hervé	MR
M. Jeholet Pierre-Yves	MR
Mme Kapompolé Joëlle	PS
M. Kilic Serdar	PS
M. Kubla Serge	MR
M. Langendries Benoît	cdH
M. Lebrun Michel	cdH
M. Lenzini Mauro	PS
M. Luperto Jean-Charles	PS
M. Maene Jean-Claude	PS
Mme Meerhaeghe Isabelle	Ecolo

M. Miller Richard	MR	(sénateur de Communauté)
M. Mottard Maurice	PS	(du 14 juillet 2010, en remplacement de M. Daerden (ministre) au 5 décembre 2011)
Mme Moucheron Savine	cdH	(depuis le 21 décembre 2011, en remplacement de M. Di Antonio (ministre))
M. Mouyard Gilles	MR	
M. Neven Marcel	MR	
M. Noiret Christian	Ecolo	
M. Onkelinx Alain	PS	
Mme Pary-Mille Florine	MR	
Mme Pécriaux Sophie	PS	
M. Pirlot Sébastien	PS	
M. Prévot Maxime	cdH	
Mme Reuter Florence	MR	
Mme Saenen Marianne	Ecolo	
M. Saint-Amand Olivier	Ecolo	
Mme Salvi Véronique	cdH	
Mme Saudoyer Annick	PS	
M. Senesael Daniel	PS	
Mme Servaes Christine	cdH	
Mme Simonis Isabelle	PS	
Mme Sonnet Malika	PS	
M. Stoffels Edmund	PS	
M. Tachenion Pierre	PS	
Mme Targnion Muriel	PS	(sénatrice de Communauté)
M. Tiberghien Luc	Ecolo	
Mme Trotta Graziana	PS	
M. Wahl Jean-Paul	MR	
M. Walry Léon	PS	
M. Wesphael Bernard	Ecolo	(quitte le Groupe Ecolo pour devenir député indépendant le 26 mars 2012)
Mme Yerna Maggy	PS	
M. Yzerbyt Damien	cdH	
Mme Zrihen Zaari Olga	PS	(sénatrice de Communauté)

1.2. COMPOSITION POLITIQUE

Les 75 sièges du Parlement wallon se répartissaient comme suit au 7 juin 2009 :

Groupes politiques	Nombre de députés
PS	29
MR	19
Ecolo	14
cdH	13



Les 75 sièges du Parlement wallon se répartissaient comme suit au 26 mars 2012 (séance publique du 28 mars 2012) :

Groupes politiques	Nombre de députés
PS	29
MR	19
Ecolo	13
cdH	13
Indépendant	1

Les groupes politiques désignent en leur sein un président :

GROUPE PS
Mme Isabelle SIMONIS
Désignation le 16 juillet 2009

GROUPE MR
M. Willy BORSUS
Désignation le 23 juin 2009

GROUPE Ecolo
M. Bernard WESPHAELE
Désignation le 23 juin 2009

M. Xavier DESGAIN
Désignation le 26 mars 2012

M. Emmanuel DISABATO
Désignation le 19 avril 2012

GROUPE cdH
M. Maxime PREVOT
Désignation le 23 juin 2009

1.3. CARTE SOCIOLOGIQUE

Catégories professionnelles

Employés	25
Enseignants	13
Fonctionnaires	11
Indépendants	9
Journalistes	2
Professions libérales	10
Autres	5

N.B. Liste établie sur la base des renseignements donnés par les membres.

Le fait qu'un membre appartienne à une catégorie professionnelle déterminée ne signifie pas que la profession est encore effectivement exercée.

Mandats locaux

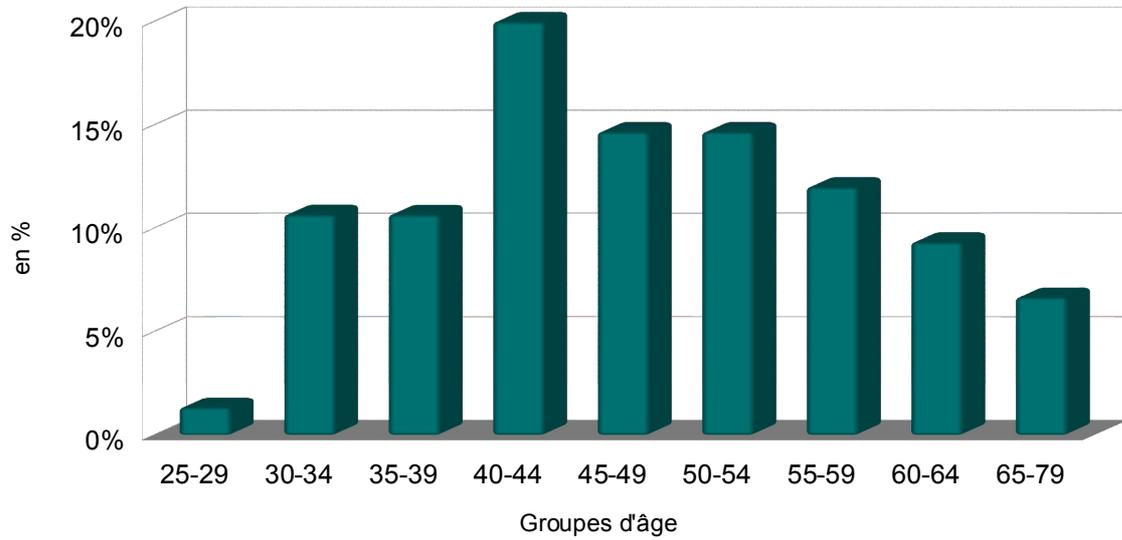
Bourgmestres	Autres membres d'un Collège communal	Membres d'un Conseil communal
27	13	21

1.4. RÉPARTITION DES MEMBRES EN FONCTION DE L'ANNÉE DE NAISSANCE

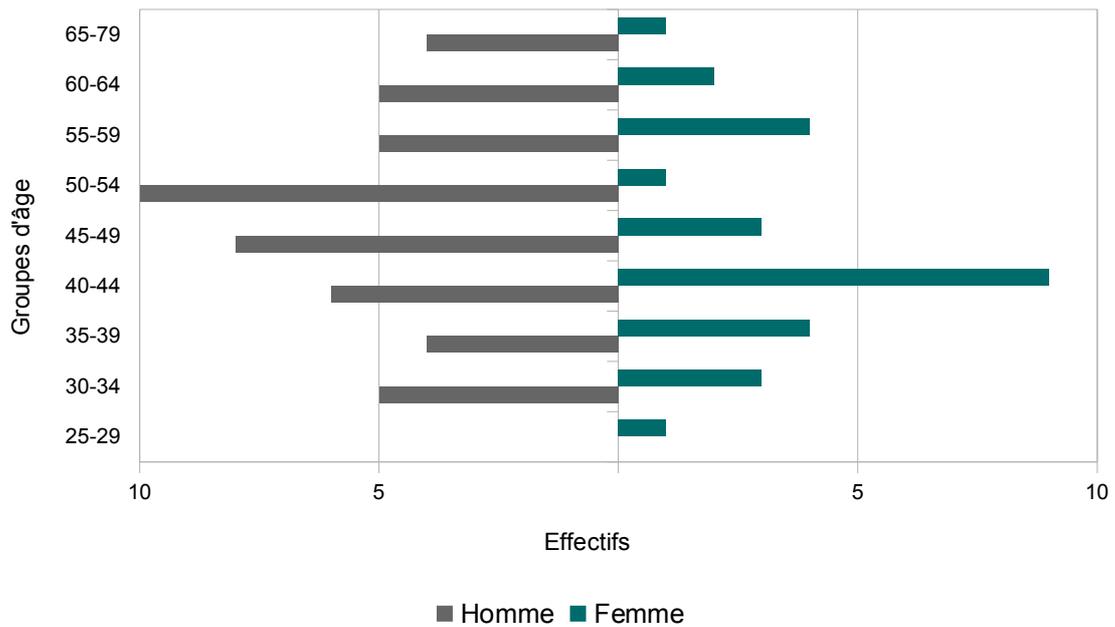
Année de naissance	Nombre	Année de naissance	Nombre
1939	1	1964	2
1943	1	1965	1
1946	3	1966	1
1947	2	1967	3
1948	1	1968	4
1949	2	1969	3
1951	2	1971	4
1953	3	1972	1
1954	1	1973	3
1955	4	1975	4
1956	1	1977	1
1957	6	1978	4
1958	1	1979	1
1959	2	1980	1

1960	3	1981	1
1962	5	1984	1
1963	2		

Âge des parlementaires



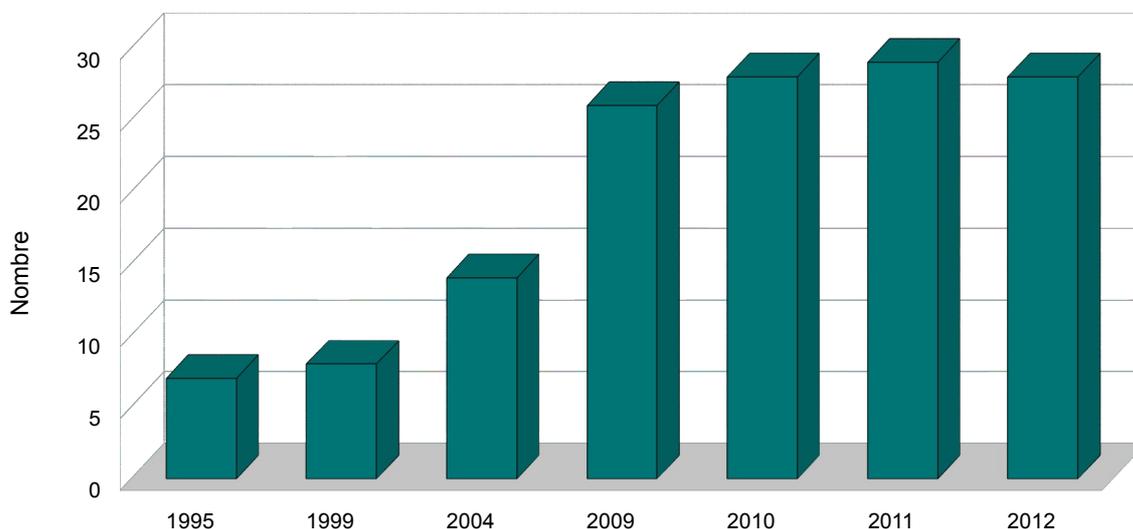
Pyramide des âges



1.5. REPRÉSENTATION DES FEMMES

Nombre de députées

Au 21 décembre 2011	29
Au 13 mars 2012	28



Représentation des femmes au sein des groupes politiques du Parlement wallon :

- pour le Groupe PS : 9 représentantes au 23 juin 2009 ; 11 représentantes au 17 juillet 2009 ; 12 représentantes au 14 juillet 2010 sur un total de 29 membres ;
- pour le Groupe MR : 8 représentantes au 23 juin 2009, sur un total de 19 membres ;
- pour le Groupe ECOLO : 5 représentantes au 23 juin 2009 et 4 représentantes au 13 mars 2012 sur un total de 14 membres ;
- pour le Groupe cdH : 3 représentantes au 23 juin 2009 et 4 représentantes au 21 décembre 2011 sur un total de 13 membres.

Représentation des femmes à la présidence des commissions, des comités d'avis et des comités du Parlement wallon :

- Madame Emily Hoyos, Présidente de la Commission de contrôle des dépenses électorales et des communications, Présidente de la Commission de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française et la Commission communautaire française, Présidente de la Commission de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone et Présidente du Comité d'avis chargé de questions européennes (jusqu'au 4 mars 2012) ;
- Madame Joëlle Kapompole, Présidente de la Commission du budget, des finances, de l'emploi, de la formation et des sports ;
- Madame Chantal Bertouille, Présidente de la Commission de l'économie, du commerce extérieur et des technologies nouvelles ;
- Madame Monika Dethier-Neumann, Présidente de la Commission des travaux publics, de l'agriculture, de la ruralité et du patrimoine ;
- Madame Anne-Catherine Goffinet, Présidente du Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ;

CHAPITRE 2

Organisation de l'Assemblée

2. ORGANISATION DE L'ASSEMBLÉE

2.1. ORGANES DE GESTION

2.1.1. Bureau

Le Bureau :

- règle les questions administratives et financières concernant les députés. Il règle les questions administratives, financières et judiciaires concernant l'organisation interne du Parlement wallon, son greffe et ses organes ;
- adopte les modalités d'application du statut des députés et des anciens députés ;
- nomme les membres du personnel, à l'exception du greffier. Il arrête l'organigramme du greffe ;
- représente le Parlement wallon dans les actes extrajudiciaires, à la diligence du mandataire qu'il désigne ;
- rédige des projets d'adresse.

Au 21 septembre 2011, le Bureau du Parlement wallon se compose comme suit :

Présidente	Mme Emily HOYOS (jusqu'au 04/03/2012)
Première Vice-Présidente	Mme Véronique CORNET
Vice-Président	M. Léon WALRY
Vice-Présidente	Mme Sophie PECRIAUX
Secrétaire	M. Michel LEBRUN
Secrétaire	M. Marc de SAINT MOULIN

Greffier M. Frédéric JANSSENS, Secrétaire général

Au 5 mars 2012, la présidence est assurée par Mme Véronique CORNET

Au 14 mars 2012, le Bureau du Parlement wallon se compose comme suit :

Président	M. Patrick DUPRIEZ
Première Vice-Présidente	Mme Véronique CORNET
Vice-Président	M. Léon WALRY
Vice-Présidente	Mme Sophie PECRIAUX
Secrétaire	M. Michel LEBRUN
Secrétaire	M. Marc de SAINT MOULIN

Greffier M. Frédéric JANSSENS, Secrétaire général

2.1.2. Conférence des présidents

La Conférence des présidents est composée des membres du Bureau ainsi que des présidents des groupes politiques reconnus.

Les présidents de commissions permanentes sont invités aux réunions pour ce qui concerne l'organisation des travaux de leur commission.

La Conférence des présidents statue notamment sur l'organisation des travaux du Parlement et arrête l'ordre du jour des séances plénières, des commissions et des comités. Elle statue également sur la recevabilité des interpellations et questions orales.

2.1.3. Le Greffier

Le Greffier prend place au bureau et assiste le président du Parlement wallon en toutes circonstances et notamment pendant les séances plénières, les comités secrets et les réunions du Bureau et de la Conférence des présidents.

Il dresse acte des délibérations du Parlement wallon et le procès-verbal des séances plénières, des comités secrets et des réunions du Bureau et de la Conférence des présidents.

Il assume l'exécution des décisions du Parlement wallon et de ses organes. Il assure notamment les convocations des séances plénières, de commissions et de comités ainsi que l'impression et la distribution des documents.

Il a la garde des archives du Parlement wallon.

Enfin, au nom du Bureau, il a autorité sur les services du Greffe du Parlement wallon et son personnel.

2.1.4. Les principaux services du Greffe

2.1.4.1. La Direction de l'action parlementaire

La Direction de l'action parlementaire gère les matières qui sont directement liées au mandat exercé par les parlementaires.

2.1.4.2. La Direction des affaires institutionnelles

La Direction des affaires institutionnelles accompagne les parlementaires au cours de l'exercice de leur mandat tant pour ce qui concerne leurs prérogatives découlant notamment de la Constitution et de la Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles que pour les aspects matériels.

Elle fournit assistance aux parlementaires et aux services pour ce qui concerne les recherches et études documentaires ainsi que pour des questions juridiques.

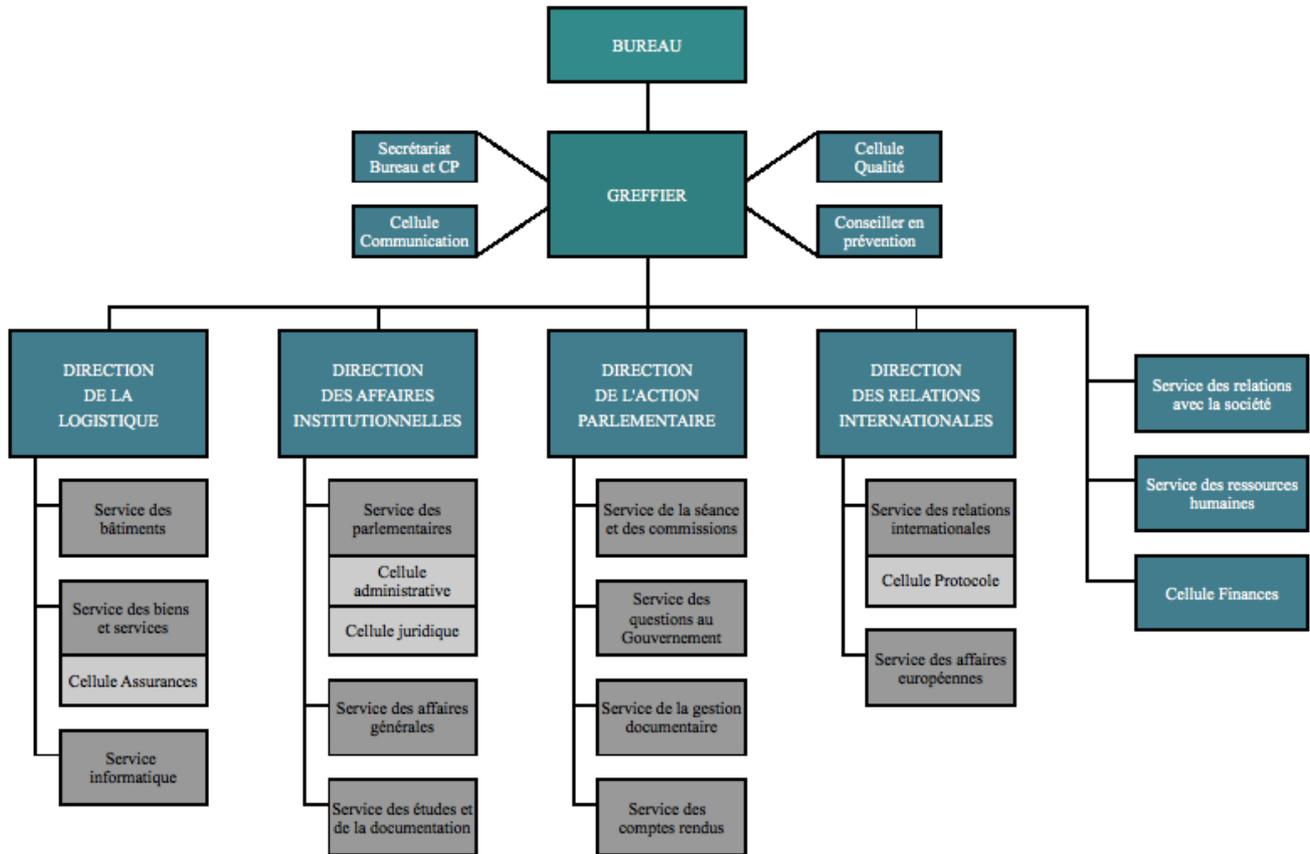
2.1.4.3. La Direction de la logistique

La Direction de la logistique assure un support général aux différents services du greffe pour leur permettre de remplir leurs missions en assurant l'efficacité et en maîtrisant les coûts tout en participant à l'effort de développement durable.

2.1.4.4. La Direction des relations internationales

La Direction des relations internationales apporte son appui aux actions de diplomatie parlementaire, aux missions d'information et à la participation du Parlement wallon au bon fonctionnement de l'Union européenne.

ORGANIGRAMME DU GREFFE DU PARLEMENT WALLON



Décision du Bureau du 19 janvier 2012

2.2. MOYENS BUDGÉTAIRES MIS À LA DISPOSITION DE L'ASSEMBLÉE

Les dépenses 2012 du Parlement ont été estimées à 51.735.317 euros.

Pour plus de détails, le lecteur est invité à se référer au document parlementaire Doc.4 - III h (2011-2012) N°1 (projet de budget de fonctionnement du Parlement wallon pour l'année 2012).

2.3. CERTIFICATION

Le Greffe du Parlement wallon peut se prévaloir d'une certification à la norme ISO 9001:2008. Cette norme exige des institutions qui s'engagent à la respecter une définition parfaitement transparente et claire des modalités sur base desquelles elles agissent au quotidien. Il en découle une recherche permanente du plus haut degré d'efficacité. La certification porte sur l'ensemble des activités du Greffe :

- organisation du travail législatif et budgétaire des députés wallons ;
- organisation du travail de contrôle du Gouvernement wallon par les députés wallons ;
- organisation de l'expression des députés wallons sur des problèmes de société ;
- organisation de la contribution du Parlement wallon au bon fonctionnement de l'Union européenne ;
- organisation des relations internationales du Parlement wallon ;
- publicité et archivage des travaux du Parlement wallon ;
- services aux parlementaires et aux groupes parlementaires ;
- relations du Parlement wallon avec la société ;
- gestion administrative, matérielle et financière du Parlement wallon et du Greffe.



CHAPITRE 3

Compétences et activités de l'Assemblée

3. COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS DE L'ASSEMBLÉE

3.1. ACTIVITÉS DES COMMISSIONS

3.1.1. Commissions permanentes et sous-commissions

I) Commission de vérification des pouvoirs (7 membres)

Désignation par tirage au sort le 23 juin 2009

MEMBRES EFFECTIFS
Mme BARZIN, MM. DUPRIEZ, BAYET, DESGAIN, PIRLOT, JAMAR, KILIC.

Réunion du 14 mars 2012

Vérification des pouvoirs d'un membre suppléant en remplacement d'un membre effectif démissionnaire.

Réunion du 19 septembre 2012

Vérification des pouvoirs d'un membre suppléant en remplacement d'un membre effectif décédé.

II) Commission de contrôle des dépenses électorales et des communications (12 membres)

PRÉSIDENTE : Mme Emily HOYOS* (art. 140. 2. du Règlement du Parlement wallon)

VICE-PRÉSIDENT : M. Daniel SENESAEL

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
Mme M. TARGNION	M. W. BORSUS	Mme E. HOYOS*	M. D. FOURNY
M. C. EERDEKENS	M. J-P. WAHL	M. M. CHERON	M. M. de LAMOTTE
Mme I. SIMONIS	M. H. JAMAR		
Mme V. GONZALEZ MOYANO			
M. D. SENESAEL			

MEMBRES SUPPLÉANTS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. C. COLLIGNON	Mme V. CORNET	M. B. WESPHAEL**	M. M. PREVOT
M. S. KILIC	M. P-Y. JEHOLET	M. L. TIBERGHIE	M. D. YZERBYT
M. M. BOLLAND	M. J-L. CRUCKE		
Mme J. KAPOMPOLE			
Mme A. SAUDOYER			

* Le 14 mars 2012 : remplacement de Mme E. HOYOS par M. P. DUPRIEZ

** Le 23 mai 2012 : remplacement de M. B. WESPHAEEL par M. E. DISABATO

La Commission a tenu 19 réunions.

III) Commission des affaires générales, de la simplification administrative, des fonds européens et des relations internationales

A. Composition

PRÉSIDENT : M. Jean-Claude MAENE*
VICE-PRÉSIDENT : M. Dimitri FOURNY*
VICE-PRÉSIDENT: M. Xavier DESGAIN*

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. M. de SAINT-MOULIN	Mme S. de COSTER-BAUCHAU	M. X. DESGAIN	M. D. FOURNY
Mme C. HOUDARD	M. G. MOUYARD	M. L. TIBERGHIE	Mme V. SALVI
M. J.-C. MAENE	M. R. MILLER		
Mme A. SAUDOYER			
Mme M. TARGNION			

MEMBRES SUPPLÉANTS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. C. COLLIGNON	M. W. BORSUS	M. M. CHERON	M. A. BOUCHAT
M. M. LENZINI	M. J.-L. CRUCKE	Mme M. DETHIER-NEUMANN***	M. C. DI ANTONIO****
M. M. MOTTARD**	Mme C. DEFRAIGNE		
M. P. TACHENION			
Mme O. ZRIHEN			

* Désignation en date du 26 septembre 2011

** Le 6 juin 2012 : remplacement de M. M. MOTTARD par M. A. ONKELINX

*** Le 23 mai 2012 : remplacement de Mme M. DETHIER-NEUMANN par M. E. DISABATO

**** Le 9 janvier 2012 : remplacement de M. C. DI ANTONIO par Mme S. MOUCHERON

La Commission a tenu 21 réunions.

B. Auditions et exposés

- le 24 octobre 2011 (Doc. 475 (2011-2012) N°1)

Rapport d'activités 2009 et planification des activités 2011 de l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPS)

Rapport d'activités 2010 de l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPS)

Programme d'activités pluriannuel (2010-2014) et programme d'activités 2010 de l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPS)

Exposé de Monsieur Demotte, Ministre-Président du Gouvernement wallon
Exposé de Monsieur Brunet, Administrateur général de l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPS)

- le 26 avril 2012 (Doc. 590 (2011-2012) N°1)

Présentation des résultats de l'étude « branding » réalisée par le Bureau d'Etude McKinsey
Audition de Monsieur Bughin, Directeur Ph.D. de McKinsey & Company.

C. Examen du budget et des comptes du Parlement wallon

La Commission des affaires générales, de la simplification administrative, des fonds européens et des relations internationales est chargée de l'examen du budget, de la comptabilité, des comptes et de la gestion des fonds du Parlement wallon. Les séances consacrées à l'examen de ces points se tiennent à huis clos.

Pour le budget :

Projet de budget de fonctionnement du Parlement wallon pour l'année 2012 (Doc.4 - III h (2011-2012) N°1, adopté le 21 décembre 2011.

Pour les comptes :

Réunion du 16 mai 2011 - Désignation des vérificateurs aux comptes :

- pour le PS, Mme TARGNION;
- pour le MR, M. MOUYARD;
- pour le cdH, M. FOURNY;
- pour Ecolo : M. TIBERGHIEU.

Réunion du 11 juillet 2011 - Rapport des vérificateurs aux comptes.

D. Règlement du Parlement wallon

Proposition de modification du règlement du Parlement wallon, déposée par Messieurs Disabato et Hazée (Doc. 611 (2011-2012) N°1).

IV) Commission de l'énergie, du logement, de la fonction publique et de la recherche scientifique

A. Composition

PRÉSIDENT : M. Hervé JAMAR*
VICE-PRÉSIDENTE : M. Annick SAUDOYER*
VICE-PRÉSIDENT : M. Benoît LANGENDRIES*

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. C. EERDEKENS	M. J-L. CRUCKE	Mme I. MEERHAEGHE	M. D. FOURNY
Mme A. SAUDOYER	M. H. JAMAR	Mme M. SAENEN	M. B. LANGENDRIES
M. E. STOFFELS	Mme F. REUTER		
M. P. TACHENION			
Mme M. YERNA			

MEMBRES SUPPLÉANTS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. H. BAYET	M. Y. BINON	M. X. DESGAIN	M. M. LEBRUN
Mme V. GONZALEZ MOYANO	M. P-Y. JEHOLET	Mme M. DETHIER-NEUMANN	Mme C. SERVAES
M. S. KILIC	M. M. NEVEN		
Mme M. SONNET			
Mme G. TROTTA			

* Désignation en date du 28 septembre 2011

La Commission a tenu 23 réunions.

B. Auditions et exposés

- le 24 octobre 2011 (Doc. 474 (2011-2012) N°1)

Rapport présenté au nom de la Commission de l'énergie, du logement, de la fonction publique et de la recherche scientifique

Audition de Monsieur Marenne, responsable de l'équipe « Bilans énergétiques » au sein de l'ASBL ICEDD, dans le cadre du bilan énergétique de la Wallonie 2009

- le 10 février 2012 (Doc. 530 (2011-2012) N°1)

Dossier de la Société Wallonne du Logement

Auditions de :

- Monsieur Rosenoer, Directeur général de la Société Wallonne du Logement ;
- Monsieur Lohest, Directeur de l'audit interne au sein de la Société Wallonne du Logement ;
- Madame Chermanne, Inspectrice générale du Département du Financement et du Support au sein de la Société Wallonne du Logement ;
- Madame Dandois, Directrice du service Finances de la Société Wallonne du Logement ;
- Messieurs Pire et Durbercq, Associé et Manager au sein du cabinet Ernst & Young ;
- Monsieur de Herde, Président du Conseil d'administration de la Société Wallonne du Logement.

- le 28 février 2012 (Doc. 535 (2011-2012) N°1)

Rapport annuel sur les affectations du Fonds énergie pour l'année 2009

- le 2 mars 2012 (Doc. 538 (2011-2012) N°1)

Méthodes tarifaires des Gestionnaires de Réseaux de Distribution en matière d'électricité et de gaz naturel

Auditions de :

- Monsieur Hugé et Madame Offergeld, Administrateur-délégué et Directrice financière d'ORES ;
- Monsieur Camps, Directeur de la Direction du contrôle des prix et des comptes du marché de l'électricité et du marché du gaz ;
- Monsieur Heyse, Directeur financier de TECTEO Group ;
- Monsieur Ghigny, Président du Comité de direction de la CWaPE ;
- Monsieur Ghigny, Président du Groupe de réflexion sur le développement de "Réseaux électriques durables et intelligents" (REDI) ;
- Madame Fonck, Manager Public and Regulatory Affairs of Elia.

C. Mission

Session de formation « Stratégies urbaines » à Paris du 28 au 30 septembre 2011. La délégation se composait de Madame V. Cremasco, Messieurs J.-L. Crucke, C. Di Antonio et D. Senesael.

V) Commission du budget, des finances, de l'emploi, de la formation et des sports

A. Composition

PRÉSIDENTE : Mme Joëlle KAPOMPOLE*
VICE-PRÉSIDENT : M. Michel LEBRUN*
VICE-PRÉSIDENTE : Mme Anne BARZIN*

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. H. BAYET	Mme A. BARZIN	M. E. DISABATO**	M. M. de LAMOTTE
M. C. EERDEKENS	Mme V. CORNET	M. C. NOIRET	M. M. LEBRUN
Mme V. GONZALEZ MOYANO	M. P-Y. JEHOLET		
Mme J. KAPOMPOLE			
M. S. KILIC			

MEMBRES SUPPLÉANTS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. C. DUPONT	M. P. DODRIMONT	M. M. CHERON	M. B. LANGENDRIES
Mme S. PECRIAUX	M. S. KUBLA	Mme V. CREMASCO	Mme A-C. GOFFINET
Mme I. SIMONIS	M. M. NEVEN		
Mme G. TROTTA			
Mme M. YERNA			

* Désignation en date du 28 septembre 2011

** Le 23 mai 2012 : remplacement de M. E. DISABATO par M. S. HAZEE

La Commission a tenu 24 réunions.

B. Auditions et exposés

- le 28 septembre 2011 (Doc. 461 (2011-2012) N°1)

Présentation du contrat de gestion 2011-2016 du FOREM

Exposé de Monsieur Antoine, Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports

- le 24 octobre 2011 (Doc. 477 (2011-2012) N°1)

Rapport sur la dette de la Wallonie et le solde net à financer

Exposé de Monsieur Antoine, Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports

- le 14 novembre 2011 (Doc. 482 (2011-2012) N°1)

Rapports d'activités 2009 et 2010 de l'Autorité de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires en Région wallonne (ACNAW)

Audition de Monsieur Jean-Pierre Coyette, Vice-Président de l'ACNAW.

- le 14 novembre 2011 (Doc. 483 (2011-2012) N°1)

Rapport annuel 2009 de la Société wallonne des aéroports (SOWAER)

Audition de Monsieur Luc Vuylsteke, Président du Comité exécutif de la SOWAER.

- le 14 novembre 2011 (Doc. 484 (2011-2012) N°1)

Rapport d'activités 2010 de la Direction générale opérationnelle de la mobilité et des voies hydrauliques - DGO2.

Audition de Monsieur Yvon Loyaerts, Directeur général de la DGO2 .

- le 24 janvier 2012 (Doc. 518 (2011-2012) N°1)

Le 23e Cahier d'observations adressé par la Cour des comptes au Parlement wallon – Fascicule 1er.

Exposé de :

- Monsieur Yves Demeffe, Auditeur-adjoint à la Cour des comptes ;
- Monsieur Claude Duchêne, Premier Auditeur Réviseur à la Cour des comptes ;
- Madame Murielle Belleflamme, Auditrice à la Cour des comptes ;
- Monsieur Frédéric Cornet, Auditeur à la Cour des comptes ;
- Monsieur Yves Demeffe, Auditeur-adjoint à la Cour des comptes ;
- Monsieur Claude Duchêne, Premier Auditeur Réviseur à la Cour des comptes ;
- Monsieur Patrick Tilly, Premier Auditeur Réviseur à la Cour des comptes ;
- Monsieur Yves Verdood, Auditeur à la Cour des comptes.

- le 27 février 2012 (Doc. 533 (2011-2012) N°1)

Rapports d'activités 2008 et 2009 du Forem ;

Rapports d'activités 2009 et 2010 du Conseil régional de la formation du personnel des pouvoirs locaux (CRF) ;

Évaluation interne du contrat de gestion 2006-2011 et Rapport 2009 d'exécution de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi (Forem).

Auditions de :

- Madame Vanboeckstal, Administratrice générale du Forem ;
- Monsieur Hansen, Président du Comité de gestion du Forem.

- le 7 mai 2012 (Doc 597 (2011-2012) N°1)

Contrat de gestion 2012-2017 de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises (I.F.A.P.M.E.).

Audition de Monsieur Bounameaux, Administrateur général de l'I.F.A.P.M.E.

- le 21 mai 2012 (Doc. 612 (2011-2012) N°1)

Étude stratégique de PricewaterhouseCoopers (PwC) sur l'évolution et le potentiel du secteur aéroportuaire wallon.

Auditions de :

- Monsieur Loumaye, Partner Consulting ;

- Monsieur Dierckx, Senior Manager.

C. Mission

Mission d'une délégation de la Commission du budget, des finances, de l'emploi, de la formation et des sports du Parlement wallon à WorldSkills Londres, du 4 octobre au 6 octobre 2011 (Doc. 476 (2011-2012) N°1). La délégation se composait de Messieurs H. Bayet, M. de Lamotte, E. Disabato, P-Y. Jeholet, Madame J. Kapompolé, Monsieur S. Kilic.

VI) Commission de l'économie, du commerce extérieur et des technologies nouvelles

A. Composition

PRÉSIDENTE : Mme Chantal BERTOUILLE*
VICE-PRÉSIDENT : M. Sébastien PIRLOT*
VICE-PRÉSIDENT : M. Christian NOIRET*

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. M. BOLLAND	Mme C. BERTOUILLE	M. C. NOIRET	M. A. GADENNE
Mme J. KAPOMPOLE	Mme C. DEFRAIGNE	M. B. WESPHAEL*****	Mme A-C. GOFFINET
M. S. PIRLOT	M. S. KUBLA		
Mme I. SIMONIS**			
Mme M. TARGNION***			

MEMBRES SUPPLÉANTS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. M. LENZINI	Mme C. CASSART-MAILLEUX	M. X. DESGAIN	M. M. ELSEN
M. J-C. LUPERTO	M. J-L. CRUCKE	M. E. DISABATO*****	Mme V. SALVI
M. A. ONKELINX	M. P-Y. JEHOLET		
M. D. SENESAEL			
M. L. WALRY****			

* Désignation en date du 28 septembre 2011

** Le 6 juin 2012 : remplacement de Mme I. SIMONIS par M. J.-C. MAENE

*** Le 12 octobre 2011 : remplacement de Mme M. TARGNION par Mme V. GONZALEZ MOYANO en qualité de membre effectif du groupe PS.

**** Le 12 octobre 2011 : remplacement de M. L. WALRY par Mme M. TARGNION en qualité de membre suppléant du groupe PS.

***** Le 23 mai 2012 : remplacement de M. B. WESPHAEL par M. E. DISABATO

***** Le 23 mai 2012 : remplacement de M. E. DISABATO par M. S. HAZEE

La Commission a tenu 21 réunions.

B. Auditions

- le 10 janvier 2012 (Doc. 521 (2011-2012) N°1)

Rapports d'activités 2009 et 2010 de la Société régionale d'Investissement de Wallonie (S.R.I.W.).
Audition de Monsieur Vanderijst, Président du Comité de direction de la S.R.I.W.

- le 26 avril 2012 (Doc. 590 (2011-2012) N°1)

Présentation des résultats de l'étude « branding » réalisée par le Bureau d'Etude McKinsey
Audition de Monsieur Bughin, Directeur Ph.D. de McKinsey & Company.

C. Mission

Mission de la Commission de l'économie, du commerce extérieur et des technologies nouvelles.
Salons : « Les rendez-vous Carnot, Clusnet Final seminar » et visite de terrain à Lyon du 12 au 14 octobre 2011 (Doc. 489 (2011-2012) N°1). La délégation se composait de Mesdames C. Bertouille, J. Kapompolé, V. Gonzalez Moyano, Messieurs C. Noiret, D. Yzerbyt.

VII) Commission des affaires intérieures et du tourisme

A. Composition

PRÉSIDENT : M. Christophe COLLIGNON*

VICE-PRÉSIDENTE : Mme Florine PARY-MILLE*

VICE-PRÉSIDENT : M. Christian DUPONT*

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. C. COLLIGNON	M. M. NEVEN	M. E. DISABATO**	M. A. BOUCHAT
M. M. de SAINT-MOULIN	Mme F. PARY-MILLE	M. O. SAINT-AMAND***	M. D. YZERBYT
M. C. DUPONT	M. J-P. WAHL		
M. A. ONKELINX			
Mme O. ZRIHEN			

MEMBRES SUPPLÉANTS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. M. BOLLAND	Mme V. CORNET	M. M. CHERON	M. D. FOURNY
M. J.-C. LUPERTO	M. H. JAMAR	M. L. TIBERGHIE	Mme C. SERVAES
M. J.-C. MAENE	M. P-Y. JEHOLET		
Mme S. PECRIAUX			
Mme A. SAUDOYER			

* Désignation en date du 28 septembre 2011

** Le 23 mai 2012 : remplacement de M. E. DISABATO par M. O. SAINT-AMAND

*** Le 28 mars 2012 : remplacement de M. O. SAINT-AMAND par M. S. HAZEE

La Commission a tenu 20 réunions.

B. Auditions

- le 13 décembre 2011 (Doc. 515 (2011-2012) N°1)

Rapport d'activités du Centre régional d'aide aux communes pour les années 2008, 2009 et 2010
Audition de Monsieur Parmentier, Directeur général du Centre régional d'aide aux communes.

- le 7 février 2012 (Doc. 528 (2011-2012) N°1)

Bilan de la politique touristique à mi-législature

Auditions de :

- Monsieur Lambot, Commissaire général au Tourisme

- Madame Jacobs, Directrice générale de Wallonie-Bruxelles Tourisme

Wallonie-Bruxelles Tourisme

Auditions de:

- Monsieur Martin, Président du Conseil d'administration de Wallonie-Bruxelles Tourisme

- Madame Jacobs, Directrice générale de Wallonie-Bruxelles Tourisme.

- le 26 avril 2012 (Doc. 590 (2011-2012) N°1)

Présentation des résultats de l'étude « branding » réalisée par le Bureau d'Etude McKinsey
Audition de Monsieur Bughin, Directeur Ph.D. de McKinsey & Company.

- le 8 mai 2012 (Doc. 598 (2011-2012) N°1)

Étude sur les activités des provinces wallonnes

Audition de Monsieur Behrendt, Professeur de droit constitutionnel à l'Université de Liège.

C. Mission

Mission de la Commission des affaires intérieures et du tourisme du Parlement wallon sur « le tourisme durable » à Édimbourg du 5 au 8 décembre 2011 (Doc. 586 (2011-2012) N°1). La délégation se composait de Monsieur Ch. Collignon, Président, Mesdames V. Cremasco, F. Pary-Mille, A. Saudoyer, Messieurs D. Senesael et D. Yzerbyt.

VIII) Commission de la santé, de l'action sociale et de l'égalité des chances

A. Composition

PRÉSIDENT : M. A. ONKELINX*

VICE-PRÉSIDENT : M. Luc TIBERGHIEU*

VICE-PRÉSIDENTE : Mme Florence REUTER*

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. S. KILIC	Mme C. BERTOUILLE	M. M. DAELE	M. M. ELSÉN
M. A. ONKELINX	M. P. DODRIMONT	M. L. TIBERGHIEU	Mme V. SALVI
Mme S. PECRIAUX	Mme F. REUTER		
Mme M. SONNET			
Mme G. TROTTA			

MEMBRES SUPPLÉANTS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. C. EERDEKENS	M. H. JAMAR	M. P. DUPRIEZ**	Mme A-C. GOFFINET
Mme C. HOUDART	M. R. MILLER	Mme I. MEERHAEGHE	M. M. PREVOT
Mme J. KAPOMPOLE	Mme F. PARY-MILLE		
Mme I. SIMONIS			
Mme M. YERNA			

* Désignation en date du 26 septembre 2011

** Le 23 mai 2012 : remplacement de M. P. DUPRIEZ par Mme M. SAENEN

La Commission a tenu 19 réunions.

B. Auditions et exposés

- le 26 septembre 2011 (Doc. 460 (2011-2012) N°1).

Rapport présenté au nom du Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Exposé de Madame Tillieux, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances.

- le 10 janvier 2012 (Doc. 524 (2011-2012) N°1).

Accueil des primo-arrivants.

Auditions de :

- Mesdames Mawet et de Wergifosse, Directrice et Chargée des questions d'intégration de l'ASBL CIRE ;
- Monsieur de Jonge, Directeur de l'ASBL BON.

- 24 janvier 2012 (Doc. 525 (2011-2012) N°1)

Budget 2012 de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées (AWIPH) ;

Rapport d'activités 2010 de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées (AWIPH).

Auditions de :

- Madame Baudine, Administratrice générale de l'AWIPH ;
- Monsieur Descampe, Président du comité de gestion de l'AWIPH.

- 5 juin 2012 (Doc. 661 (2011-2012) N°1)

Contrat de gestion 2012-2017 de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées (AWIPH).

Auditions de :

- Madame Baudine, Administratrice générale de l'AWIPH ;
- Madame Burnotte, Responsable de l'ASBL WalloPoly ;
- Madame Delcour, Présidente de l'ASBL ASAH ;
- Madame Theunissen, Vice-Présidente de l'ASBL ASAH ;
- Monsieur Robert, représentant de l'ASBL FISSAAJ ;
- Madame Desmet, Secrétaire politique d'Alteo ;
- Monsieur Emmanuelidis, Président ASBL Entente Wallonne des Entreprises de Travail Adapté.

IX) Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité

A. Composition

PRÉSIDENT : M. Michel de LAMOTTE*
VICE-PRÉSIDENTE : Mme Veronica CREMASCO*
VICE-PRÉSIDENT : M. Hugues BAYET*

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. H. BAYET	M. W. BORSUS	Mme V. CREMASCO	M. M. de LAMOTTE
M. M. LENZINI	Mme S. de COSTER-BAUCHAU	M. X. DESGAIN	M. C. DI ANTONIO***
M. M. MOTTARD**	M. P. DODRIMONT		
M. D. SENESAEL			
Mme G. TROTTA			

MEMBRES SUPPLÉANTS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. C. DUPONT	Mme A. BARZIN	M. M. DAELE	M. A. GADENNE
Mme FASSIAUX-LOOTEN	M. Y. BINON	M. C. NOIRET	M. M. LEBRUN
M. E. STOFFELS	M. J-P. WAHL		
M. P. TACHENION			
Mme M. TARGNION			

* Désignation en date du 28 septembre 2011

** Le 6 juin 2012 : remplacement de M. M. MOTTARD par Mme I. SIMONIS

*** Le 9 janvier 2012 : remplacement de M. C. DI ANTONIO par Mme S. MOUCHERON

La Commission a tenu 24 réunions.

B. Auditions

- le 25 octobre 2011 (Doc. 478 (2011-2012) N°1)

Rapport d'activités 2010 de la Cellule de développement territorial.

Audition de Monsieur Thierry Berthet, Délégué général de la Cellule du Développement territorial.

- le 25 octobre 2011 (Doc. 479 (2011-2012) N°1)

Rapport d'activités 2010 de la Direction générale opérationnelle de la mobilité et des voies hydrauliques – DG02.

Audition de Monsieur Yvon Loyaerts, Directeur général de la DG02.

- le 15 novembre 2011 (Doc. 485 (2011-2012) N°1)

Rapports d'activités 2009 et 2010 de la Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières (CRAEC) -

Audition de Monsieur Michel Calozet, Président de la CRAEC.

- le 15 novembre 2011 (Doc. 486 (2011-2012) N°1)
Rapport annuel 2009-2010 sur la qualité de l'eau de distribution mettant en œuvre la directive 98/83/CE relative à la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.
Audition de Monsieur Francis Delloye, Attaché à la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement, DGO 3, SPW.

- le 15 novembre 2011 (Doc. 487 (2011-2012) N°1)
Présentation de l'étude TRITEL sur le rail wallon.
Audition de Monsieur Nicaise, Chef de projet de l'étude « rail » au Bureau d'études TRITEL.

- le 10 janvier 2012 (Doc. 522 (2011-2012) N°1)
Rapport d'activités de la Commission d'Agrément des Auteurs de Projets (CAAP) visée à l'article 281 du CWATUPE.
Audition de Madame Tilman, Secrétaire de la CAAP.

- le 10 janvier 2012 (Doc. 523 (2011-2012) N°1)
Contrat de gestion de la Société Publique de Gestion de l'Eau (SPGE) 2011-2016.
Audition de Monsieur Cornélis, Vice-Président du Comité de direction de la SPGE.

- le 27 mars 2012 (Doc. 577 (2011-2012) N°1)
Constats dégagés et validés par le Comité d'accompagnement lors du bilan intermédiaire de l'évaluation du CWATUPE.

Auditions de :

- Monsieur Hanin, Directeur du Centre d'études en aménagement du territoire (CREAT) et Professeur à l'UCL ;
- Monsieur Delnoy, Associé Cabinet d'avocats Bours & Associés et Professeur à l'ULg ;
- Monsieur Dethier, Directeur général de la S.A. Perspective Consulting.

- le 27 mars 2012 (Doc. 578 (2011-2012) N°1)
Présentation du diagnostic du SDER et des scénarii Destrée

Auditions de :

- Monsieur Teller, Responsable académique CPDT, Chargé de cours à l'Université de Liège, Directeur scientifique du LEMA et Membre du Lepur ;
- Madame Godart, Responsable académique CPDT, Docteur en Sciences Botaniques à l'Université libre de Bruxelles et Responsable d'Unité I.G.E.A.T. ;
- Monsieur Hanin, Responsable académique CDPT, Professeur d'urbanisme et d'aménagement du territoire à l'Université catholique de Louvain et Directeur du CREAT. ;
- Monsieur Van Cutsem, Directeur de recherche, co-Responsable du Pôle Prospective de l'Institut Destrée.

- le 17 juillet 2012 (Doc. 658 (2011-2012) N°1)
Les différents enjeux liés à l'exposition aux pollutions de nature électromagnétique.

Auditions de :

- Monsieur Willockx, Directeur « Permis et actions intégrées » à l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement (IBGE) ;
- Monsieur Stockbroeckx, Head of division Laboratories de l'Association nationale pour la protection contre l'incendie et l'intrusion (ANPI) ;
- Monsieur Erzeel, Premier ingénieur-conseiller de l'Institut belge des postes et télécommunications (IBPT) ;

- Monsieur Dekeuleneer, Senior Expert CSR à Belgacom Mobile, au nom du Forum des opérateurs de GSM ;
- Monsieur Vander Vorst, Professeur ordinaire émérite à l'UCL;
- Professeur Verschaeve, membre du Conseil Supérieur de la Santé ;
- Professeur Van Gool, Pédiatre et Oncologue à la KUL;
- Monsieur Pirard, responsable de la cellule « Champs électromagnétiques » à l'ISSeP;
- Monsieur Vereyt, membre de l'ICRNIRP (International Commission on Non Ionising Radio Protection), Directeur de recherche CNRS au laboratoire de Physique des Interactions Ondes-Matières, à l'École Nationale Supérieure de Chimie et de Physique de Bordeaux et co-auteur d'études sur le bioélectromagnétisme – en visioconférence ;
- Monsieur Poty, Juriste et Expert en technologie mobile à l'Agence wallonne des Télécommunications (AWT).

C. Visite

- le 10 mai 2012 : visite de la cokerie de Flémalle-Grande.

X) Commission des travaux publics, de l'agriculture, de la ruralité et du patrimoine

A. Composition

PRÉSIDENTE : Mme Monika DETHIER-NEUMANN*

VICE-PRÉSIDENTE : Mme Caroline CASSART-MAILLEUX*

VICE-PRÉSIDENT : M. Edmund STOFFELS*

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. M. BOLLAND	M. Y. BINON	Mme M. DETHIER-NEUMANN	M. M. PREVOT
Mme F. FASSIAUX-LOOTEN	Mme C. CASSART-MAILLEUX	M. P. DUPRIEZ**	Mme C. SERVAES
M. M. LENZINI	M. G. MOUYARD		
M. D. SENESAEL			
M. E. STOFFELS			

MEMBRES SUPPLÉANTS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. J-C. MAENE	M. W. BORSUS	Mme M. SAENEN	Mme V. SALVI
M. S. PIRLOT	Mme V. CORNET	M. O. SAINT-AMAND ***	M. D. YZERBYT
Mme M. SONNET	M. J-P. WAHL		
Mme M. TARGNION			
M. L. WALRY			

* Désignation en date du 26 septembre 2011

** Le 28 mars 2012 : remplacement de M. P. DUPRIEZ par M. O. SAINT-AMAND

*** Le 23 mai 2012 : remplacement de M. O. SAINT-AMAND par Mme V. CREMASCO

La Commission a tenu 23 réunions.

B. Auditions

- le 7 avril 2011 (Doc. 473 (2011-2012) N°1)

Auditions de représentants en suite de la visite effectuée par la Commission des travaux publics, de l'agriculture, de la ruralité et du patrimoine, et par la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité, à Tubize et à Lessines, le 16 décembre 2010, à la suite des inondations.

Auditions de :

- Monsieur Francis Lambot, Directeur des cours d'eau non navigables de la Région wallonne ;
- Monsieur Paul Dewil, Directeur du centre régional de crise de Wallonie, Directeur du Sethy (Service d'études hydrologiques) et Président du Groupe transversal inondations (plan PLUIES) ;
- Madame Anne Wiliquet et Monsieur Salvador Alonso Merino, Conseillers au sein du Département développement territorial de l'Union des Villes et Communes de Wallonie ;
- Madame Marie Cors, Directrice politique à la Fédération Inter-Environnement Wallonie ;
- Monsieur Maxime Colin, Coordinateur du Contrat de rivière de la Dendre ;
- Madame Caroline De Jonghe, Chargée de mission du Contrat de rivière de la Senne ;
- Monsieur Christian Fayt, Trésorier du Contrat de rivière de la Senne ;
- Madame Gwennaëlle Malburny, Juriste à l'Association des Provinces wallonnes ;
- Monsieur Bernard Balon, Premier Directeur-ingénieur circonscriptionnaire du Service technique "cours d'eau" de la Province de Liège ;
- Monsieur Michel Maréchal, Inspecteur général au service technique provincial de la Province de Liège.

- le 12 décembre 2011 (Doc. 514 (2011-2012) N°1)

Rapport d'audit de la Cour des comptes sur « la gestion durable de l'azote en agriculture ».

Auditions de :

- Monsieur Wascotte, Conseiller à la Cour des comptes;
- Madame Winant, Première Auditrice à la Cour des comptes;
- Madame Mercier, Première Auditrice à la Cour des comptes

- le 25 janvier 2012 (Doc. 531 (2011-2012) N°1)

Problématique du lait

Auditions de :

- Monsieur Schöpges, Vice-Président de Milcherzeuger Interessengemeinschaft (MIG) Belgium;
- Monsieur Bezençon, Secrétaire syndical d'UNITERRE Suisse;
- Monsieur de Montvalon, Président de l'Office du lait de France;
- Messieurs Duvivier et Callemeyn, Président et Vice-Président de la Fédération Unie de Groupements d'Éleveurs et d'Agriculteurs (FUGEA);
- Monsieur Ponthier, Vice-Président de la Fédération wallonne de l'Agriculture (FWA);
- Monsieur Masure, Directeur du Service d'études de la Fédération wallonne de l'Agriculture (FWA);
- Monsieur Jacques, Président de l'Union Nationale des Agrobiologistes Belges (UNAB).

- le 28 février 2012 (Doc. 536 (2011-2012) N°1)

Rapport d'activité 2010 de la commission d'avis sur les recours en matière d'urbanisme.

Audition de Madame Tilman, Secrétaire de la CAR.

- le 28 février 2012 (Doc. 537 (2011-2012) N°1)

Rapport annuel 2010 de la Société de Transport en Commun de Namur-Luxembourg (TEC).

Rapport annuel 2010 de la Société de Transport en Commun du Brabant wallon (TEC).

Rapport d'activités 2010 et rapport financier 2010 de la Société de Transport en Commun de Charleroi (TEC).

Rapport annuel 2010 et rapport financier 2010 de la Société de Transport en Commun de Liège-Verviers (TEC).

Rapport d'activités 2010 et rapport financier 2010 de la Société de Transport en Commun du Hainaut (TEC).

Rapport d'activités 2010 et rapport financier 2010 de la Société régionale wallonne du Transport public (SRWT).

Audition de Monsieur Vandembroucke, Administrateur général de la SRWT.

XI) Sous-commission de contrôle des licences d'armes (8 membres)

PRÉSIDENT : M. Jean-Claude MAENE*

VICE-PRÉSIDENT : M. Dimitri FOURNY*

VICE-PRÉSIDENT : M. Luc TIBERGHIE*

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. M. de SAINT-MOULIN	M. R. MILLER	M. L. TIBERGHIE*	M. D. FOURNY
M. J.-C. MAENE	M. G. MOUYARD		
Mme A. SAUDOYER			
Mme M. TARGNION			

* Désignation en date du 28 novembre 2011.

Réunion du 28 novembre 2011

Rapport au Parlement wallon sur l'application de la loi du 5 août 1991, modifiée par les lois du 25 et du 26 mars 2003 relatives à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire, et de la technologie y afférente – Rapport annuel 2010

Réunion du 12 mars 2012

Rapports au Parlement wallon sur l'application de la loi du 5 août 1991, modifiée par les lois du 25 et du 26 mars 2003 relatives à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire, et de la technologie y afférente - Rapports semestriels couvrant la période allant du 1er janvier au 30 juin 2011 et du 1er juillet au 31 décembre 2011.

3.1.2. Commissions spéciales

I) Commission de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française et la Commission communautaire française (12 membres)

PRÉSIDENTE : Mme Emily HOYOS * (art. 43. 2. du Règlement du Parlement wallon)

VICE-PRÉSIDENT : N.

VICE-PRÉSIDENT : N.

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. H. BAYET	M. S. KUBLA	M. M. DISABATO**	M. A. GADENNE
N.	M. R. MILLER	Mme E. HOYOS*	M. M. PREVOT
Mme I. SIMONIS	M. M. NEVEN		
M. P. TACHENION			
M. L. WALRY			

* Le 14 mars 2012 : remplacement de Mme E. HOYOS par M. P. DUPRIEZ

** Le 23 mai 2012 : remplacement de M. E. DISABATO par M. S. HAZEE

La Commission ne s'est pas réunie durant la session.

II) Commission de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone (12 membres)

PRÉSIDENTE : Mme Emily HOYOS * (art. 44. 2. du Règlement du Parlement wallon)

VICE-PRÉSIDENT : N.

VICE-PRÉSIDENT : N.

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. M. BOLLAND	Mme C. DEFRAIGNE	Mme M. DETHIER-NEUMANN	M. M. de LAMOTTE
M. C. COLLIGNON	M. P. DODRIMONT	Mme E. HOYOS*	M. M. ELSEN
Mme I. SIMONIS	M. P-Y. JEHOLET		
M. E. STOFFELS			
Mme M. TARGNION			

* Le 14 mars 2012 : remplacement de Mme E. HOYOS par M. P. DUPRIEZ

La Commission ne s'est pas réunie durant la session.

III) Commission des poursuites (9 membres)

PRÉSIDENT : N.
VICE-PRÉSIDENT : N.
VICE-PRÉSIDENT : N.

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
Mme I. SIMONIS	Mme V. CORNET	M. L. TIBERGHIE	M. M. PREVOT
M. P. TACHENION	M. J-L. CRUCKE	M. B. WESPHAE	
Mme M. TARGNION			
M. L. WALRY			

La Commission ne s'est pas réunie durant la session.

3.1.3. Comités

I) Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes (9 membres)

PRÉSIDENTE : Mme Anne-Catherine GOFFINET*
VICE-PRÉSIDENTE : Mme Sophie PRECRIAUX*
VICE-PRÉSIDENTE : Mme Isabelle MEERHAEGHE*

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. H. BAYET	Mme F. PARY-MILLE	Mme I. MEERHAEGHE	Mme A-C. GOFFINET
Mme S. PECRIAUX	Mme F. REUTER	M. O. SAINT-AMAND	
Mme M. SONNET			
Mme M. TARGNION			

* Désignation en date du 22 mai 2012

Le Comité a tenu 4 réunions.

II) Comité « Mémoire et Démocratie » (8 membres)

A. Composition

PRÉSIDENT : M. Dimitri FOURNY*

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
Mme F. FASSIAUX-LOOTEN	Mme C. BERTOUILLE	Mme M. DETHIER-NEUMANN	M. D. FOURNY
M. A. ONKELINX	Mme C. CASSART-MAILLEUX	M. B. WESPHAE**	Mme V. SALVI

* Remplacé dans sa fonction de président par M. A. ONKELINX le 11 octobre 2011, qui a été reconduit dans cette fonction le 27 mars 2012

** Le 23 mai 2012 : remplacement de M. B. WESPHAEEL par Mme M. SAENEN

Le Comité a tenu 11 réunions.

B. Audition

- le 21 septembre 2011 (Doc. 456 (2011-2012) N°1)

La résistance dans la zone d'Eupen-Malmedy et dans les dix anciennes communes belges annexées par le Reich durant la période 1933-1945.

Audition de Monsieur Herbert Ruland, Professeur d'histoire à la Haute École autonome d'Eupen.

C. Divers

- le 9 mai 2012 : cérémonie de signature de deux conventions entre l'ASBL « Territoire de la Mémoire » et le Parlement wallon.

III) Comité « Pics de pétrole et de gaz »

PRÉSIDENT : M. Michel LEBRUN

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. A. ONKELINX	M. H. JAMAR	M. X. DESGAIN	M. M. LEBRUN

MEMBRES SUPPLÉANTS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. E. STOFFELS	Mme A. BARZIN	Mme DETHIER-NEUMANN	M. M. de LAMOTTE

Le Comité a tenu 1 réunion.

IV) Comité d'avis chargé des questions européennes (9 membres)

PRÉSIDENTE : Mme Emily HOYOS * (art. 48. 4. du Règlement du Parlement wallon)

VICE-PRÉSIDENT : N.

VICE-PRÉSIDENT : N.

MEMBRES EFFECTIFS			
PS	MR	ECOLO	cdH
M. M. BOLLAND	Mme C. DEFRAIGNE	Mme V. CREMASCO	M. M. LEBRUN
M. J-C. MAENE	Mme S. de COSTER-BAUCHAU	Mme E. HOYOS*	

M. P. TACHENION			
Mme O. ZRIHEN			

* Le 14 mars 2012 : remplacement de Mme E. HOYOS par M. P. DUPRIEZ

En application de l'article 48. 2. du Règlement du Parlement wallon, le Comité est en outre composé des membres belges du Parlement européen élus par le Collège électoral français et domiciliés ailleurs que dans la Région de Bruxelles-Capitale. Ils n'ont pas de suppléant.

Ces députés européens sont M. Frédéric Daerden, Mme Véronique De Keyser, M. Marc Tarabella, Mme Anne Delvaux et M. Louis Michel.

Le Comité ne s'est pas réuni durant la session.

3.1.4. Groupe de travail

Groupe de travail « Inondations »

Le groupe de travail s'est réuni les 9 et 23 janvier 2012, les 14 et 28 février 2012 et le 13 mars 2012.

Les membres ont entendu :

Monsieur Paul Dewil, Président du groupe transversal « inondations » ;

Monsieur Dimitri Xanthoulis, Vice-Président du Département d'hydrologie et hydraulique agricole de Gembloux Agro-Bio Tech.

A la suite de ses travaux, une proposition de résolution visant à améliorer l'anticipation, la gestion et la période suivant les inondations en Wallonie a été déposée par Messieurs Maene, Wahl, Madame Dethier-Neumann et Monsieur Langendries (Doc. 580 (2011-2012) 1).

3.2 COMPÉTENCES LÉGISLATIVES

Liste des projets et propositions de décrets examinés en commission :

1) Commission des affaires générales, de la simplification administrative, des fonds européens et des relations internationales

Projet de décret modifiant divers décrets concernant les compétences de la Wallonie (Doc. 452 (2010-2011) N°1), adopté le 26 octobre 2011.

Projet de décret portant assentiment au Protocole modifiant le Protocole sur les dispositions transitoires annexé au Traité sur l'Union européenne, au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et au Traité instituant la Communauté européenne de l'Énergie atomique, adopté le 23 juin 2010 (Doc. 454 (2011-2012) N°1), adopté le 12 octobre 2011.

Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières transférées par la Communauté française à la Région wallonne, au Protocole modifiant le Protocole sur les dispositions transitoires annexé au Traité sur l'Union européenne, au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et au Traité instituant la Communauté européenne de l'Énergie atomique, adopté le 23 juin 2010 (Doc. 455 (2011-2012) N°1), adopté le 12 octobre 2011.

Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à la Convention OIT n°130 concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, adoptée à Genève le 25 juin 1969 (Doc. 471 (2011-2012) N°1), adopté le 30 novembre 2011.

Projet de décret portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, les Protocoles Ier et II et l'échange de lettres, faits à Luxembourg le 5 juin 2001, modifiés par le Protocole fait à Berlin le 23 juin 2009 ainsi qu'au Protocole, fait à Berlin le 23 juin 2009 modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et les Protocoles I et II, signés à Luxembourg le 5 juin 2001 (Doc. 472 (2011-2012) N°1), adopté le 30 novembre 2011.

Proposition de décret visant à créer un « Explorateur de droits », outil d'aide à l'information sur tous les droits des citoyens wallons, déposée par Madame Meerhaeghe, Messieurs Daele et Tiberghien (Doc. 481 (2011-2012) N°1)

Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et le Gouvernement de la République du Kosovo, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Pristina le 9 mars 2010 (Doc. 491 (2011-2012) N°1), adopté le 11 janvier 2012.

Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et le Monténégro, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, fait à Podgorica le 16 février 2010 (Doc. 492 (2011-2012) N°1), adopté le 11 janvier 2012.

Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République togolaise, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection

récioproques des investissements, fait à Lomé le 6 juin 2009 (Doc. 493 (2011-2012) N°1), adopté le 11 janvier 2012.

Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République du Rwanda, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection récioproques des investissements, fait à Kigali le 16 avril 2007 (Doc. 494 (2011-2012) N°1), adopté le 11 janvier 2012.

Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la Barbade, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection récioproques des investissements, fait à Bruxelles le 29 mai 2009 (Doc. 495 (2011-2012) N°1), adopté le 11 janvier 2012.

Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise, d'une part, et la République fédérale démocratique d'Ethiopie, d'autre part, concernant l'encouragement et la protection récioproques des investissements, fait à Bruxelles le 26 octobre 2006 (Doc. 496 (2011-2012) N°1), adopté le 11 janvier 2012.

Projet de décret portant assentiment à la Convention internationale pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires, faite à Londres le 13 février 2004 (Doc. 497 (2011-2012) N°1), adopté le 11 janvier 2012.

Projet de décret portant assentiment à l'Accord international de 2006 sur les bois tropicaux, fait à Genève le 27 janvier 2006 (Doc. 498 (2011-2012) N°1), adopté le 11 janvier 2012.

Projet de décret portant assentiment aux statuts de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), faits à Bonn le 26 janvier 2009 (Doc. 499 (2011-2012) N°1), adopté le 11 janvier 2012.

Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, aux statuts de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), faits à Bonn le 26 janvier 2009 (Doc. 500 (2011-2012) N°1), adopté le 11 janvier 2012.

Projet de décret portant assentiment à la décision du Conseil européen du 25 mars 2011 modifiant l'article 136 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne en ce qui concerne un mécanisme de stabilité pour les États membres dont la monnaie est l'euro (Doc. 501 (2011-2012) N°1), adopté le 11 janvier 2012.

Projet de décret portant assentiment à la convention OIT n° 177 concernant le travail à domicile, adoptée à Genève le 20 juin 1996 (Doc. 502 (2011-2012) N°1), adopté le 11 janvier 2012.

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Serbie, d'autre part, y compris l'Acte final, faits à Luxembourg le 29 avril 2008 (Doc. 503 (2011-2012) N°1 et 1bis), adopté le 11 janvier 2012.

Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à l'Accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la

République de Serbie, d'autre part, y compris l'Acte final, faits à Luxembourg le 29 avril 2008 (Doc. 504 (2011-2012) N°1), adopté le 11 janvier 2012.

Projet de décret portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et la République de Saint-Marin tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Saint-Marin le 21 décembre 2005, telle que modifiée par le Protocole fait à Bruxelles le 14 juillet 2009 (Doc. 539 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Projet de décret portant assentiment à la Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Singapour tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, faite à Singapour le 6 novembre 2006, telle que modifiée par le Protocole fait à Singapour le 6 novembre 2006 et par le Protocole fait à Bruxelles le 16 juillet 2009 (Doc. 540 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Projet de décret portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et l'Australie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, faite à Canberra le 13 octobre 1977, telle que modifiée par le Protocole fait à Canberra le 20 mars 1984 et le second Protocole, fait à Paris le 24 juin 2009 (Doc. 541 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Projet de décret portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume de Norvège tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Oslo le 14 avril 1988, telle que modifiée par le Protocole fait à Bruxelles le 10 septembre 2009 (Doc. 542 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Projet de décret portant assentiment à la Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital, faite à Bruxelles le 1er juin 1987, telle que modifiée par le Protocole fait à Paris le 24 juin 2009 (Doc. 543 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Projet de décret portant assentiment à la Convention entre la Belgique et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur les revenus, le Protocole final et l'échange de lettres faits à Bruxelles le 10 mars 1964, telle que modifiée par les Avenants des 15 février 1971, 8 février 1999, 12 décembre 2008 et 7 juillet 2009 (Doc. 544 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Projet de décret portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et la République de Finlande tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur les revenus et sur la fortune, faite à Bruxelles le 18 mai 1976, telle que modifiée par l'Accord additionnel fait à Bruxelles le 13 mars 1991 et par le Protocole fait à Bruxelles le 15 septembre 2009 (Doc. 545 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Projet de décret portant assentiment à la Convention entre la Belgique et le Danemark en vue d'éviter la double imposition et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les revenus et sur la fortune, faite à Bruxelles le 16 octobre 1969, telle que modifiée par le Protocole fait à Copenhague le 27 septembre 1999 et le Protocole fait Bruxelles le 7 juillet 2009 (Doc. 546 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Projet de décret portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Grand-

Duché de Luxembourg en vue d'éviter la double imposition et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et au Protocole final y relatif, signés à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par l'Avenant fait à Bruxelles le 11 décembre 2002 et par l'Avenant fait à Bruxelles le 16 juillet 2009 (Doc. 547 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Projet de décret portant assentiment à l'Accord, fait à Bruxelles le 23 octobre 2009, entre le Royaume de Belgique et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre en vue de l'échange de renseignements en matière fiscale (Doc. 548 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre la Communauté française de Belgique, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, d'une part, et le Gouvernement de la République de Croatie, d'autre part, signé à Namur le 21 décembre 2010 (Doc. 549 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à l'Accord de coopération entre la Communauté française de Belgique, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, d'une part, et le Gouvernement de la République de Croatie, d'autre part, signé à Namur le 21 décembre 2010 (Doc. 550 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de partenariat économique entre les États du Cariforum, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, et à l'Acte final, faits à Bridgetown, la Barbade, le 15 octobre 2008 (Doc. 551 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à l'Accord de partenariat économique entre les États du Cariforum, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, et à l'Acte final, faits à Bridgetown, la Barbade, le 15 octobre 2008 (Doc. 552 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Projet de décret portant assentiment au Protocole modifiant la Convention relative à l'Organisation hydrographique internationale, adopté à Monaco, le 14 avril 2005 (Doc. 553 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Projet de décret portant assentiment à la Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique, adoptée le 2 novembre 2001 et faite à Paris le 6 novembre 2001 (Doc. 554 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Projet de décret portant assentiment à l'Accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, fait à Bruxelles le 10 mai 2010 (Doc. 555 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à l'Accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, fait à Bruxelles le 10 mai 2010 (Doc. 556 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Projet de décret portant assentiment à l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre la

Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Indonésie, d'autre part, et à l'Acte final, faits à Djakarta le 9 novembre 2009 (Doc. 557 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à l'Accord-cadre global de partenariat et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Indonésie, d'autre part, et à l'Acte final, faits à Djakarta le 9 novembre 2009 (Doc. 558 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération en matière de culture, de formation et de recherche scientifique entre le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement wallon et le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, d'une part, et la République de Turquie, d'autre part, fait à Bruxelles le 7 juin 2011 (Doc. 559 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à l'accord de coopération en matière de culture, de formation et de recherche scientifique entre le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement wallon et le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, d'une part, et la République de Turquie, d'autre part, fait à Bruxelles le 7 juin 2011 (Doc. 560 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à la Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, faite à Lanzarote le 25 octobre 2007 (Doc. 561 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Projet de décret portant exécution du Règlement (CE) n° 1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT) (Doc. 562 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Projet de décret portant exécution, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, du Règlement (CE) n° 1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT) (Doc. 563 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Projet de décret portant assentiment à l'Accord modifiant, pour la deuxième fois, l'Accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et modifié une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005, et à l'Acte final, faits à Ouagadougou le 22 juin 2010 (Doc. 564 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Projet de décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à l'Accord modifiant, pour la deuxième fois, l'Accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et modifié une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005, et à l'Acte final, faits à Ouagadougou le 22 juin 2010 (Doc. 565 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Projet de décret portant assentiment à la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale, et les annexes A, B et C, faites à Strasbourg le 25 janvier 1988, telles que modifiées par le Protocole d'amendement, fait à Paris le 27 mai 2010 (Doc. 604 (2011-2012) N°1), adopté le 20 juin 2012.

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de Siège entre le Royaume de Belgique et le Secrétariat du Régional Coopération Council, signé à Bruxelles le 29 août 2008 (Doc. 605 (2011-2012) N° 1), adopté le 20 juin 2012.

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, fait à Bruxelles le 6 octobre 2010 (Doc. 606 (2011-2012) N° 1), adopté le 20 juin 2012.

Projet de décret portant assentiment à l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République d'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la République de Croatie, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, la République de Moldavie, le Monténégro, la République de Serbie et la United Nations Interim Administration Mission in Kosovo au nom du Kosovo conformément à la Résolution 1244 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les privilèges et immunités du Secrétariat du Central European Free Trade Agreement, signé à Bruxelles le 26 juin 2008 (Doc. 607 (2011-2012) N° 1), adopté le 20 juin 2012.

Projet de décret relatif à l'importation, à l'exportation, au transit et au transfert d'armes civiles et de produits liés à la défense (Doc. 614 (2011-2012) N° 1), adopté le 20 juin 2012.

II) Commission de l'énergie, du logement, de la fonction publique et de la recherche scientifique

Projet de décret modifiant le Code wallon du Logement (Doc. 517 (2011-2012) N°1), adopté le 8 février 2012.

Projet de décret élargissant les conditions de nationalité pour l'accès aux emplois de la fonction publique de la Région wallonne (Doc. 532 (2011-2012) N°1), adopté le 14 mars 2012.

Projet de décret relatif à la mise en place d'une procédure de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et de systèmes d'efficacité énergétique (Doc. 623 (2011-2012) N° 1), adopté le 18 juillet 2012.

Proposition de décret visant la sécurisation des habitations par l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone, déposée par Messieurs Jamar et Consorts (Doc. 296 (2010-2011) N°1, 2 et 2bis), rejetée le 9 mai 2012.

Proposition de décret relative à la création de logements « étudiants », déposée par Messieurs Jamar, Crucke, Binon, Madame Cornet, Messieurs Borsus et Miller (Doc. 383 (2010-2011) N°2), retirée par ses auteurs en date du 25 octobre 2011.

Proposition de décret relatif à l'aménagement d'un local vélo dans les immeubles à logements multiples déposée par Messieurs Dodrimont, Borsus, Mesdames Coster-Bauchau, Barzin, Messieurs Binon, Wahl (Doc. 445 (2010-2011) N°1), rejetée le 15 décembre 2011.

Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 10 novembre 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne créant une École d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne (Doc. 516 (2011-2012) N°1), adopté le 25

janvier 2012.

Proposition de décret relatif au certificat de performance énergétique des bâtiments (Doc. 574 (2011-2012) N°1).

Proposition de décret visant au regroupement des Gestionnaires des réseaux de distribution d'électricité et de gaz, déposée par Monsieur Desgain, Madame Saenen et Monsieur Hazée (Doc. 617 (2011-2012) N° 1).

Proposition de décret visant à encourager l'optimisation des ressources énergétiques et matières premières au sein des petites et moyennes entreprises et complétant pour ce faire, le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, déposée par Messieurs Noiret, Desgain, Madame Dethier-Neumann, Messieurs Disabato et Hazée (Doc. 632 (2011-2012) N° 1).

III) Commission du budget, des finances, de l'emploi, de la formation et des sports

Projet de décret relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal (Doc. 457 (2011-2012) N°1), adopté le 26 octobre 2011.

Projet de décret portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement de la Région wallonne (Doc. 488 (2011-2012) N°1), adopté le 15 décembre 2011.

Projet de décret relatif à l'accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi et au dispositif de coopération pour l'insertion (Doc. 505 (2011-2012) N°1), adopté le 11 janvier 2012.

Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 30 septembre 2011 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone relatif à la mobilité des apprenants dans le cadre de la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises (Doc. 508 (2011-2012) N°1), adopté le 11 janvier 2012.

Projet de décret portant des dispositions fiscales diverses (Doc. 581 (2011-2012) N°1), adopté le 9 mai 2012.

Projet de décret modifiant le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi (Doc. 582 (2011-2012) N°1), adopté le 9 mai 2012.

Projet de décret transposant la directive 2010/24/UE du Conseil du 16 mars 2010 concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances relatives aux taxes, impôts, droits et autres mesures (Doc. 616 (2011-2012) N° 1), adopté le 4 juillet 2012.

Proposition de décret portant modification de l'article 19 de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision tel que modifié par le décret du 5 décembre 2008 portant exonération totale du paiement de la redevance radio et télévision en faveur des veuves de guerre 1940-1945, déposée Madame Bertouille, Messieurs Jeholet, Borsus, Jamar, Dodrimont et Madame de Coster-Bauchau (Doc. 630 (2011-2012) N° 1).

Proposition de décret modifiant le décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur

marchand, afin de renforcer l'efficacité, améliorer la transparence et simplifier le dispositif, déposée par Messieurs Disabato, Hazée et Noiret (Doc. 638 (2011-2012) N° 1).

IV) Commission de l'économie, du commerce extérieur et des technologies nouvelles

Proposition de décret portant création d'un réseau public et gratuit d'espaces verts numériques en Région wallonne, déposée par Mme Reuter (Doc. 381 (2010-2011) N°2), retirée par son auteur en date du 25 octobre 2011.

Proposition de décret créant une aide aux entreprises qui investissent dans l'accueil de la petite enfance, déposée par Madame Reuter (Doc. 388 (2010-2011) N°1), rejetée le 30 novembre 2011.

Proposition de décret visant à récupérer les aides publiques octroyées à des entreprises bénéficiaires en cas de réduction socialement injustifiée de l'activité, déposée par Messieurs Noiret, Disabato et Wesphael (Doc. 511 (2011-2012) N°1).

V) Commission des affaires intérieures et du tourisme

Projet de décret spécial modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en matière de composition des collèges et conseils provinciaux (Doc. 449 (2010-2011) N°1) adopté le 12 octobre 2011.

Proposition de décret visant à renforcer la transparence au sein des ASBL communales, déposée par Messieurs Cheron et Wesphael (Doc. 35 (SE 2009) N°2), retirée par ses auteurs en date du 27 mars 2012.

Proposition de décret en vue d'améliorer le dispositif de contrôle des dépenses électorales pour les élections locales, déposée par Monsieur Cheron (Doc 37 (SE 2009) N°2), retirée par son auteur en date du 13 juillet 2012.

Proposition de décret visant à rendre plus efficient du contrôle des dépenses électorales lors des élections locales (Doc 301 (2010-2011) N°2), retirée par ses auteurs en date du 12 juin 2012.

Proposition de décret visant à modifier l'article L 1123-4, § 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, déposée par Messieurs Bouchat, Prévot, Fourny, Yzerbyt et Di Antonio (Doc. 322 (2010-2011) – N°2), retirée par ses auteurs en date du 27 mars 2012.

Proposition de décret visant à modifier l'article L 1123-14, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, déposée par Messieurs Bouchat, Prévot, de Lamotte, Fourny, Yzerbyt et Di Antonio (Doc. 323 (2010-2011) N°2), retirée par ses auteurs en date du 27 mars 2012.

Proposition de décret visant à modifier l'article L 1122-24 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, déposée par Monsieur Fourny (Doc. 324 (2010-2011) N°2), retirée par son auteur en date du 27 mars 2012.

Proposition de décret modifiant notamment l'article L1122-15 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et visant à permettre aux communes de confier l'exercice de la présidence de leur conseil à un conseiller communal autre que les membres du collège communal en titre ou en fonction, déposée par Messieurs Lebrun, Bouchat, Fourny, Di Antonio (Doc. 354 (2010-2011) N°2), retirée par ses auteurs en date du 27 mars 2012.

Projet de décret modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (Doc. 567 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Projet de décret modifiant certaines dispositions de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale (Doc. 568 (2011-2012) N°1), adopté le 25 avril 2012.

Proposition de décret modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et visant à améliorer la participation des personnes handicapées lors des élections locales, déposée par Messieurs Daele, Saint-Amand, Hazée et Tiberghien (Doc. 599 (2011-2012) N° 1).

Proposition de décret modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation concernant le contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils communaux, provinciaux et de secteur, déposée par Messieurs Cheron, Fourny, Madame Simonis et Monsieur Wahl (Doc. 610 (2011-2012) N° 1), adoptée le 20 juin 2012.

Proposition de décret portant modification du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et visant à imposer de nouvelles règles de gouvernance aux membres des conseils et des collèges provinciaux, déposée par Messieurs Bouchat, Elsen, Prévot, Madame Salvi et Monsieur Fourny (Doc. 633 (2011-2012) N° 1).

Proposition de décret modifiant l'article L1523-10 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et visant à assurer une meilleure information des administrateurs dans les intercommunales et à renforcer leurs moyens d'action, déposée par Messieurs Elsen, Prévot, Bouchat et Fourny (Doc. 634 (2011-2012) N° 1).

Proposition de décret modifiant l'article L4112-2, §1er, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, déposée par Madame Simonis, Messieurs de Lamotte et Disabato (Doc. 644 (2011-2012) N° 1), adoptée le 18 juillet 2012.

Proposition de décret assurant une présence égale et alternée entre les femmes et les hommes sur les listes de candidatures aux élections communales et provinciales organisées en Région wallonne, déposée par Madame Meerhaeghe, Monsieur Disabato, Madame Cremasco, Monsieur Saint-Amand, Madame Dethier-Neumann et Monsieur Hazée (Doc. 652 (2011-2012) N° 1).

Proposition de décret modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relativement à l'ordre à suivre pour la désignation du président du bureau communal ainsi que pour la désignation des présidents et assesseurs des bureaux de vote et des bureaux de dépouillement, déposée par Madame Bertouille et Monsieur Borsus (Doc. 654 (2011-2012) N° 1).

VI) Commission de la santé, de l'action sociale et de l'égalité des chances

Projet de décret portant des mesures diverses en matière d'action sociale et de santé (Doc. 462 (2011-2012) N°1), adopté le 30 novembre 2011.

Projet de décret portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2011 portant codification de la législation en matière de santé et d'action sociale (Doc. 464 (2011-2012) N°1 à 1 vicies), adopté le 30 novembre 2011.

Projet de décret modifiant le décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de

discrimination (Doc. 490 (2011-2012) N°1), adopté le 11 janvier 2012.

Projet de décret portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté flamande et la Région wallonne en matière d'intégration des personnes handicapées (Doc. 593 (2011-2012) N° 1), adopté le 6 juin 2012.

Projet de décret portant approbation de l'accord de coopération entre la Communauté flamande et la Région wallonne en matière d'intégration professionnelle des personnes handicapées (Doc. 594 (2011-2012) N° 1), adopté le 6 juin 2012.

Proposition de décret instituant un parcours d'accueil et d'intégration civique, déposée par Monsieur Borsus, Mesdames Reuter, Bertouille et Monsieur Dodrimont (Doc. 620 (2011-2012) N° 1), rejetée le 18 juillet 2012.

VII) Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la mobilité

Projet de décret modifiant le Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'Eau (Doc. 437 (2010-2011) N°1), adopté le 10 octobre 2011.

Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'éducation à l'environnement, à la nature et au développement durable (Doc. 520 (2011-2012) N°1), adopté le 8 février 2012.

Projet de décret modifiant le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne (Doc. 526 (2011-2012) N°1), adopté le 29 février 2012.

Proposition de décret modifiant l'article 112 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie (CWATUPE) concernant la règle du comblement, déposée par Messieurs Borsus, Dodrimont, Mesdames de Coster-Bauchau, Barzin, Messieurs Binon et Wahl (Doc. 506 (2011-2012) N°1).

Proposition de décret relative à la mise en place d'un préfinancement des primes à l'épuration individuelle de la Région wallonne pour le régime d'assainissement autonome, déposée par Madame Cassart-Mailleux, Messieurs Jeholet, Dodrimont et Borsus (Doc. 507 (2011-2012) N°1).

Proposition de décret modifiant le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, déposée par Messieurs Desgain, Bayet et Madame Moucheron (Doc. 534 (2011-2012) N°1), adoptée le 28 mars 2012.

Projet de décret transposant la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives (Doc. 579 (2011-2012) N°1), adopté le 9 mai 2012.

Proposition de décret visant à encadrer la détention des Nouveaux Animaux de Compagnie en Wallonie et modifiant le Livre Ier du Code de l'Environnement, déposée par Monsieur Onkelinx et Madame Simonis (Doc. 583 (2011-2012) N°1).

Proposition de décret relatif aux zones de loisirs au plan de secteur touchées par le phénomène d'habitat permanent, déposée par Messieurs Dodrimont, Borsus, Mesdames de Coster-Bauchau, Bertouille, Reuter et Cassart-Mailleux (Doc. 588 (2011-2012) N°1).

Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi qu'aux restrictions applicables à ces substances (REACH) (Doc. 589 (2011-2012) N° 1), adopté le 6 juin 2012.

Proposition de décret modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie visant à découpler les procédures applicables en cas d'infractions urbanistiques dans le cas de la réalisation d'une nouvelle infrastructure, déposée par Monsieur Stoffels, Madame Simonis, Monsieur Bayet, Madame Kapompolé, Messieurs Senesael et Tachenion (Doc. 600 (2011-2012) N° 1).

Proposition de décret modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie visant à instaurer le principe de la prescription en matière d'infractions urbanistiques, déposée par Monsieur Stoffels, Madame Simonis, Monsieur Bayet, Madame Kapompolé, Messieurs Senesael et Tachenion (Doc. 601 (2011-2012) N° 1).

Projet de décret modifiant le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto (Doc. 609 (2011-2012) N° 1), adopté le 20 juin 2012.

Proposition de décret modifiant le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne en vue d'assurer la continuité du service public au sein des transports en commun, déposée par Messieurs Prévot, Fourny, Madame Servaes, Messieurs Yzerbyt et Gadenne (Doc. 613 (2011-2012) N° 1).

Projet de décret ratifiant le permis unique délivré le 30 mai 2012 par arrêté ministériel à la S.A. SNCB Holding pour la démolition de la gare existante, la construction et l'exploitation de la nouvelle gare multimodale de Mons (Doc. 615 (2011-2012) N° 1), adopté le 4 juillet 2012.

Proposition de décret modifiant le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement en vue de favoriser la distribution des invendus consommables aux associations d'aide alimentaire, déposée par Mesdames Sonnet, Zrihen, Messieurs Senesael, Bayet, Madame Simonis et Monsieur Bolland (Doc. 641 (2011-2012) N° 1).

Proposition de décret modifiant l'article 86 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et visant à instaurer un seul délai de péremption du permis d'urbanisme, déposée par Monsieur de Lamotte, Madame Moucheron, Monsieur Elsen, Madame Goffinet, Messieurs Lebrun et Prévot (Doc. 645 (2011-2012) N° 1)

Proposition de décret visant à modifier l'article 35 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et portant sur les parcs animaliers, déposée par Messieurs Bouchat, Fourny, Mesdames Goffinet, Moucheron, Messieurs Lebrun et de Lamotte (Doc. 646 (2011-2012) N° 1).

Proposition de décret visant à modifier l'article 130 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et concernant l'articulation de la déclaration urbanistique avec les autres polices administratives, déposée par Monsieur de Lamotte, Mesdames Moucheron, Goffinet, Messieurs Elsen, Lebrun et Fourny (Doc. 648 (2011-2012) N° 1).

Proposition de décret visant à modifier l'article 154 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et relatif à la prescription de l'infraction de

maintien d'actes et travaux réalisés sans permis, déposée par Monsieur de Lamotte, Madame Moucheron, Messieurs Elsen, Lebrun, Fourny et Prévot (Doc. 649 (2011-2012) N° 1).

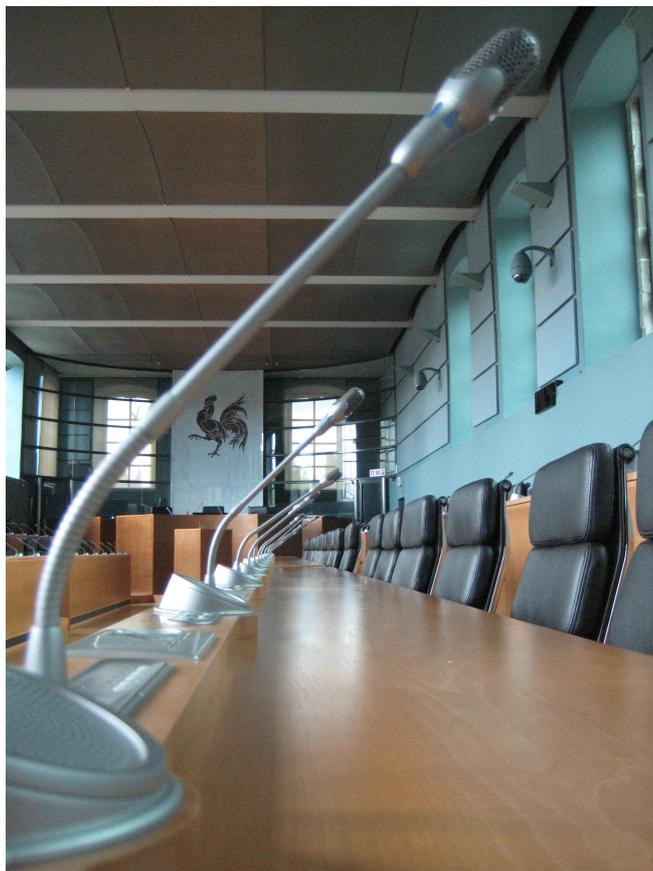
Proposition de décret visant à modifier l'article 154 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie et relatif au régime infractionnel des actes et travaux qui ne requièrent pas de permis, déposée par Monsieur de Lamotte, Madame Moucheron, Monsieur Elsen, Madame Goffinet, Messieurs Fourny et Prévot (Doc. 650 (2011-2012) N° 1).

Proposition de décret visant à modifier l'article 155 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Énergie et relatif au versement du montant de la transaction concomitamment à la délivrance du permis requis, déposée par Monsieur de Lamotte, Madame Moucheron, Messieurs Elsen, Lebrun, Fourny et Prévot (Doc. 651 (2011-2012) N° 1).

Proposition de décret modifiant le décret du 21 décembre 1989 relatif au service de transport public de personnes en Région wallonne, en vue d'instaurer un service garanti au profit des usagers des T.E.C., déposée par Messieurs Borsus, Dodrिमont, Madame de Coster-Bauchau, Monsieur Wahl, Madame Barzin et Monsieur Binon (Doc. 655 (2011-2012) N° 1).

VIII) Commission des travaux publics, de l'agriculture, de la ruralité et du patrimoine

Proposition de décret modifiant la loi du 28 février 1882 sur la chasse, déposée par Monsieur Dupriez (Doc. 465 (2011-2012) N°1).



3.3. CONTRÔLE PARLEMENTAIRE

3.3.1. Interpellations et questions

Un député peut exercer sa mission de contrôle sur un gouvernement par le biais d'une interpellation ou d'une question parlementaire. Celle-ci est adressée à un membre du gouvernement sur un dossier relevant de ses compétences dans le but d'obtenir des informations sur la manière dont est géré ce dossier. La question parlementaire peut prendre la forme d'une question écrite, d'une question orale ou encore d'une question d'actualité.

Une interpellation est demande d'explication adressée par un député à un ou plusieurs ministres à propos d'un acte politique, d'une situation précise, d'aspects généraux ou spécifiques de la politique d'un gouvernement et qui peut donner lieu au dépôt d'une ou de plusieurs motions.

La question écrite est une question parlementaire qui relève d'une procédure écrite sans faire l'objet d'un développement en réunion de commission ou en séance plénière alors que la question orale est développée en réunion de commission ou en séance plénière si une interpellation porte sur le même objet. La question d'actualité est quant à elle développée en séance plénière et porte obligatoirement sur un sujet d'actualité.

Les statistiques relatives au contrôle parlementaire figurent au point 3.7.6 (pp.72 à 75)

Les motions suivantes ont été déposées :

Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de Monsieur Jeholet à Monsieur Demotte, Ministre-Président du Gouvernement wallon sur « la réforme de la loi sur les procédures d'octroi de licences d'armes » par Monsieur Jeholet (Doc. 512 (2011-2012) N°1). Caduque.

Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de Monsieur Jeholet à Monsieur Demotte, Ministre-Président du Gouvernement wallon sur « la réforme de la loi sur les procédures d'octroi de licences d'armes » par Messieurs Maene et Tiberghien (Doc. 513 (2011-2012) N°1), adoptée le 21 décembre 2011.

Projet de motion sur les récents audits au sein de la Société wallonne du Logement, par Messieurs Jamar, Crucke, Madame Barzin, Monsieur Binon et Madame de Coster-Bauchau (Doc. 519 (2011-2012) N°2), retirée par ses auteurs en date du 5 janvier 2012.

Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de Monsieur Jamar à Monsieur Nollet, Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, sur « la suite à donner aux audits à la Société wallonne du Logement » par Messieurs Jamar, Crucke, Madame Reuter et Monsieur Jeholet (Doc. 569 (2011-2012) N°1), adoptée le 28 mars 2012.

Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de Monsieur Jamar à Monsieur Nollet, Ministre du Développement durable et de la Fonction publique, sur « la suite à donner aux audits à la Société wallonne du Logement » par Monsieur Stoffels (Doc. 570 (2011-2012) N°2), retirée par son auteur en date du 28 mars 2012.

Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de Monsieur Wesphael à Monsieur Antoine, Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports, sur "l'organisation d'une consultation populaire relative au Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG)", par Monsieur Wesphael (Doc. 595 (2011-2012) N° 1). Caduque.

Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de Monsieur Wesphael à Monsieur Antoine, Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports, sur "l'organisation d'une consultation populaire relative au Traité sur la stabilité, la coordination et la

gouvernance (TSCG)", par Messieurs Noiret, Eerdeken et de Lamotte (Doc. 596 (2011-2012) N° 1), adoptée le 23 mai 2012.

Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de Monsieur Wesphael à Monsieur Marcourt, Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles, sur "la nécessité de mettre sur pied une banque publique wallonne", par Monsieur Wesphael (Doc. 625 (2011-2012) N° 1).

Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de Monsieur Wesphael à Monsieur Marcourt, Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles, sur "la nécessité de mettre sur pied une banque publique wallonne", par Monsieur Pirlot, Madame Goffinet et Monsieur Noiret (Doc. 626 (2011-2012) N° 1), adopté le 4 juillet 2012.

Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de Madame Reuter à Monsieur Henry, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité, sur "les nouvelles dispositions en matière de transport scolaire", par Madame Reuter, Messieurs Borsus, Mouyard et Madame de Coster-Bauchau (Doc. 627 (2011-2012) N° 1).

Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de Madame Reuter à Monsieur Henry, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité, sur "les nouvelles dispositions en matière de transport scolaire", par Messieurs Senesael et de Lamotte (Doc. 628 (2011-2012) N° 1), adopté le 4 juillet 2012.

Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de Monsieur Wesphael à Monsieur Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville, sur "le financement du temporel du culte musulman et, plus généralement, des autres cultes reconnus en Région wallonne", par Monsieur Wesphael (Doc. 636 (2011-2012) N° 1), caduque.

Projet de motion déposé en conclusion de l'interpellation de Monsieur Wesphael à Monsieur Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville, sur "le financement du temporel du culte musulman et, plus généralement, des autres cultes reconnus en Région wallonne", par Madame Zrihen, Messieurs Elsen et Hazée (Doc. 637 (2011-2012) N° 1), adopté le 18 juillet 2012.

3.3.2. Contrôle budgétaire

3.3.2.1. Projets de décret de nature budgétaire

Projet de décret contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2012 (Doc. 4 - III a (2011-2012) N°1), adopté le 21 décembre 2011.

Projet de décret contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2012 (Doc. 4 - III bcd (2011-2012) N°1), adopté le 21 décembre 2011.

Projet de décret contenant le deuxième feuillet d'ajustement du budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2011 (Doc. 5 - V bcd (2011-2012) N°1), adopté le 21 décembre 2011.

Projet de décret contenant le premier feuillet d'ajustement du budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2012 (Doc. 5 - IVa (2011-2012) N° 1), adopté le 18 juillet 2012.

Projet de décret contenant le premier feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2012 (Doc. 5 - VIbcd (2011-2012) N°1), adopté le 18

juillet 2012.

3.3.2.2. Cour des Comptes

La Cour des Comptes est tenue d'informer le Parlement des résultats des principaux contrôles et audits des recettes et dépenses publiques qu'elle a réalisés en 2010 et 2011. Dans ce cadre, elle a transmis :

- la préfiguration des résultats de l'exécution des budgets de la Région wallonne pour l'année 2011, transmise en application de l'article 77 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991 (Doc. 4-IVe (2011-2012) N° 1) ;
- le 23e Cahier d'observations adressé par la Cour des comptes au Parlement wallon – Fascicule Ier (Doc. 518 (2011-2012) N°1) ;
- le 17e Cahier d'observations adressé par la Cour des comptes au Parlement wallon - Fascicule II. Rapport de contrôle du compte général 2005 (Doc. 529 (2011-2012) N°1) ;
- le 18e Cahier d'observations adressé par la Cour des comptes au Parlement wallon - Fascicule II. Rapport de contrôle du compte général 2006 (Doc. 571 (2011-2012) N°1) ;
- le rapport d'audit " *Le subventionnement régional des investissements communaux* " ;
- le rapport d'audit " *La gestion durable de l'azote en agriculture* " ;
- le rapport d'audit " *Le subventionnement des centres de planning et de consultation familiale et conjugale* ".

3.3.3. Médiateur de la Région wallonne

En vertu du décret de la Région wallonne du 22 décembre 1994 (*MB du 19/01/1995 p. 1344*), il a été créé un Médiateur de la Région wallonne. Le Médiateur adresse au Parlement wallon un rapport annuel de ses activités.

16e rapport annuel (01.10.2010 au 30.09.2011) adressé au Parlement wallon par le Médiateur de la Région wallonne (Doc. 509 (2011-2012) N°1).

- Exposé de Monsieur Frédéric Bovesse (CRIC 78, 79, 80, 82, 83, 85 (2011-2012)) ;
- Rapport présenté au nom de la Commission de l'énergie, du logement, de la fonction publique et de la recherche scientifique par Monsieur Fourny (Doc. 509 (2011-2012) N°2)).

3.3.4. Liste des rapports qui doivent être déposés au Parlement wallon

Une liste des rapports qui doivent être déposés au Parlement wallon est publiée chaque année avant le 31 octobre, sous la forme d'un document parlementaire, avec mention de la date à laquelle chacun de ces rapports a été déposé pour la dernière fois. Les rapports sont envoyés par le président du Parlement wallon, pour examen, à la commission compétente.

Pour la session 2011-2012, cette liste a été publiée le 21 octobre 2011 (Doc.470 (2011-2012) N°1).

3.4 DÉBATS TENUS EN SÉANCE PLÉNIÈRE

3.4.1. Débats extraordinaires (art. 62 du Règlement)

♣ *Séance plénière du 12 octobre 2011 (CRI N°2 (2011-2012))*

- Débat sur «l'avenir de la sidérurgie liégeoise » ;
- Débat sur « Dexia ».

♣ *Séance plénière du 26 octobre 2011 (CRI N°3 (2011-2012))*

Débat sur « le Holding Communal ».

♣ *Séance plénière du 16 novembre 2011 (CRI N°4 (2011-2012))*

Débat sur « la situation budgétaire des missions régionales pour l'emploi (MIRE) ».

♣ *Séance plénière du 21 décembre 2011 (CRI N°8 (2011-2012))*

Débat sur « les récents audits au sein de la Société wallonne du Logement ».

♣ *Séance plénière du 25 janvier 2012 (CRI N°10 (2011-2012))*

Débat sur « l'encadrement en maisons de repos ».

♣ *Séance plénière du 8 février 2012 (CRI N°11 (2011-2012))*

Débat sur « le Plan Horizon 2022 ».

3.4.2. Débats relatifs à des questions d'actualité (art. 137.2 du Règlement)

♣ *Séance plénière du 21 septembre 2011 (CRI N°1 (2011-2012))*

Débat sur :

- les mesures urgentes à prendre afin d'assurer le maintien d'une aide alimentaire aux plus démunis ;
- la réunion du Conseil européen de l'agriculture et ses conséquences sur les banques alimentaires ;
- l'absence d'accord au Conseil des ministres européens de l'agriculture sur l'avenir du Plan européen d'aide aux plus démunis.

♣ *Séance plénière du 28 mars 2012 (CRI N°14 (2011-2012))*

Débat sur la situation du haut-fourneau de Carsid.

3.5. RÉOLUTIONS

Proposition de résolution relative à l'accessibilité des bâtiments publics dépendant de la Région wallonne (Doc. 119 (2009-2010) N°1), rejetée le 25 avril 2012.

Proposition de résolution visant à introduire la clause de l'Européenne la plus favorisée (Doc. 227 (2010-2011) N°1), adoptée le 4 juillet 2012.

Proposition de résolution visant à introduire la clause de l'Européen en situation de handicap le plus favorisé (Doc. 228 (2010-2011) N°1), adoptée le 4 juillet 2012.

Proposition de résolution relative à la traçabilité et au respect des délais dans l'octroi des aides à la promotion de l'emploi (APE) par voie de modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 portant exécution du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, déposée par Messieurs Jeholet et Consorts (Doc. 272 (2010-2011) N°2), retirée par ses auteurs en date du 10 octobre 2011.

Proposition de résolution visant à augmenter l'offre de logements à destination des étudiants et à en assurer une meilleure accessibilité, déposée par Messieurs Fourny, Langendries et Prévot (Doc. 384 (2010-2011) N°1), adoptée le 11 janvier 2012.

Proposition de résolution visant à la valorisation des invendus alimentaires et à la lutte contre le gaspillage et l'accumulation des déchets, déposée par Messieurs de Lamotte, Prévot et Di Antonio (Doc. 385 (2010-2011) N°1), adoptée le 6 juin 2012.

Proposition de résolution encourageant le Gouvernement à mettre en place une stratégie énergétique globale, durable, équitable et transparente menant à la définition d'un objectif d'électricité verte et de quotas de certificats verts, déposée par M. Stoffels (Doc. 391 (2010-2011) N°1), adoptée le 11 janvier 2012.

Proposition de résolution exprimant un avis de principe en faveur de l'extension, pour les élections régionales, communautaires et européennes, du droit de vote aux Belges résidant à l'étranger, déposée par Messieurs Jamar et Borsus (Doc. 403 (2010-2011) N°1), rejetée le 26 octobre 2011.

Proposition de résolution relative à l'utilisation de la dénomination « Wallonie » en lieu et place de « Région wallonne » dans l'usage et les communications du Parlement wallon, déposée par Messieurs Collignon, Fourny, Crucke et Wesphael (Doc. 425 (2010-2011) N°1), adoptée le 26 octobre 2011.

Proposition de résolution relative à la préservation des petites maisons de repos pour personnes âgées en Wallonie, déposée par Madame Salvi, Messieurs Prévot et Elsen (Doc. 429 (2010-2011) N°1), adoptée le 18 juillet 2012.

Proposition de résolution visant à adopter un cadre normatif pour encadrer l'installation de lotissements sécurisés en Wallonie, déposée par Messieurs Bolland, Lenzini, Collignon, Onkelinx et Stoffels (Doc. 458 (2011-2012) N°1).

Proposition de résolution concernant la mise en place d'une combinaison spéciale ayant pour mission l'étude transversale de l'ensemble de la thématique « inondations », déposée par Messieurs Langendries, Di Antonio, de Lamotte, Mesdames Servaes, Salvi et M. Prévot (Doc. 463 (2011-2012) N°1).

Proposition de résolution visant la mise en oeuvre de mesures fermes en matière d'aide alimentaire, déposée par Messieurs Dupriez, Tiberghien et Daele (Doc. 466 (2011-2012) N°2), retirée par ses

auteurs en date du 22 mai 2012.

Proposition de résolution sur les conseillers « énergie » et « logement » dans les communes, déposée par Messieurs Jamar, Borsus, Mouyard, Crucke et Neven (Doc. 467 (2011-2012) N°1).

Proposition de résolution demandant au Gouvernement wallon d'oeuvrer à l'organisation de services décentralisés pour les Italiens de Wallonie, à la suite de la fermeture des consulats à Liège et à Mons, déposée par Monsieur Disabato et Madame Cremasco (Doc. 468 (2011-2012) N°1).

Proposition de résolution visant à soutenir la position belge dans le cadre du prolongement du Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD), déposée par Monsieur Luperto et Madame Simonis (Doc. 469 (2011-2012) N°1).

Proposition de résolution visant à promouvoir la commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale, déposée par Mesdames Bertouille, Fassiaux-Looten, Salvi et Dethier-Neumann (Doc. 480 (2011-2012) N°1), adoptée le 15 décembre 2011.

Proposition de résolution sur les accords de partenariats économiques (APE), déposée par Monsieur Dupriez, Madame Fassiaux-Looten et Monsieur Tiberghien (Doc. 510 (2011-2012) N°1).

Proposition de résolution visant à rechercher l'unification des Gestionnaires de Réseau de Distribution (GRD) d'électricité et de gaz de Wallonie, déposée par Messieurs Desgain et Wesphael (Doc. 527 (2011-2012) N°1).

Proposition de résolution relative à la réforme de la procédure d'octroi des licences d'armes, déposée par Messieurs Bolland, Lenzini, Onkelinx, Tachenion, Mesdames Houdart et Péciaux (Doc. 572 (2011-2012) N°2), retirée par ses auteurs en date du 18 juin 2012.

Proposition de résolution visant à rendre facultative la distribution par les communes de sacs prépayés dans le cadre du service minimum organisé en matière de gestion des déchets ménagers (Doc. 573 (2011-2012) N°1).

Proposition de résolution relative à l'occupation précaire de logements ou bâtiments publics inoccupés éventuellement à rénover (Doc. 575 (2011-2012) N°1).

Proposition de résolution visant à améliorer l'anticipation, la gestion et la période suivant les inondations en Wallonie, déposée par Messieurs Maene, Wahl, Madame Dethier-Neumann et Monsieur Langendries (Doc. 580 (2011-2012) N°1), adoptée le 23 mai 2012.

Proposition de résolution relative à l'encouragement des pouvoirs locaux à la participation aux opérations de sensibilisation au don d'organes, déposée par Monsieur Jamar et Madame Bertouille (Doc. 584 (2011-2012) N°1 et 1bis), adoptée le 20 juin 2010.

Proposition de résolution visant à réformer en profondeur le paysage des outils financiers wallons, déposée par Monsieur Jeholet, Mesdames Cornet, Barzin et Monsieur Borsus (Doc. 587 (2011-2012) N°1).

Proposition de résolution visant à réduire l'utilisation de pesticides en accélérant la transposition de la directive 2009/128/CE, déposée par Monsieur Saint-Amand, Madame Cremasco, Monsieur Senesael, Madame Simonis, Messieurs Prévot et de Lamotte (Doc. 591 (2011-2012) N° 1).

Proposition de résolution visant à soumettre à l'UNESCO la proposition d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial de l'humanité de la Forêt de Soignes et de la hêtraie cathédrale, déposée par Madame Servaes et Monsieur Prévot (Doc. 592 (2011-2012) N° 1).

Proposition de résolution relative aux principes de Yogyakarta sur l'application de la législation internationale des droits humains en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre, déposée par Monsieur Daele et Madame Meerhaeghe (Doc. 602 (2011-2012) N° 1).

Proposition de résolution visant à améliorer la sécurité sur les chantiers autoroutiers, déposée par Monsieur Stoffels, Madame Gonzalez Moyano, Monsieur Dupont, Madame Trotta, Messieurs Lenzini et Pirlot (Doc. 608 (2011-2012) N° 1).

Proposition de résolution relative à la création d'un label "La Maison des Illustres", déposée par Messieurs Crucke, Jeholet, Madame Cornet et Monsieur Dodrimont (Doc. 621 (2011-2012) N° 1).

Proposition de résolution limitant les rémunérations des dirigeants au sein des organismes d'intérêt public et des entités dérivées de l'autorité publique, déposée par Messieurs Jeholet, Borsus, Madame de Coster-Bauchau, Messieurs Mouyard et Miller (Doc. 622 (2011-2012) N° 1).

Proposition de résolution relative à la position de la Région wallonne par rapport au respect du principe de subsidiarité quant aux aspects concernant les compteurs intelligents de la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'efficacité énergétique, déposée par Madame Kapompolé, Monsieur Stoffels, Madame Simonis, Messieurs Senesael, Bayet et Tachenion (Doc. 631 (2011-2012) N° 1).

Proposition de résolution visant à promouvoir l'implantation de toitures végétales, déposée par Madame Cremasco, Monsieur Desgain et Madame Dethier-Neumann (Doc. 639 (2011-2012) N° 1).

Proposition de résolution pour la constitution d'une commission spéciale chargée d'étudier la rationalisation des outils financiers publics wallons et la mise sur pied d'une banque publique wallonne, déposée par Monsieur Wesphael (Doc. 640 (2011-2012) N° 1).

Proposition de résolution visant à ouvrir un débat au sein de la Commission Wallonie-Bruxelles sur la mise en oeuvre des transferts de compétences en matière d'aide aux personnes, de santé et d'allocations familiales, déposée par Messieurs Disabato, Hazée et Tiberghien (Doc. 642 (2011-2012) N° 1).

Proposition de résolution portant sur une meilleure accessibilité à l'eau potable dans les espaces publics, déposée par Madame Meerhaeghe, Messieurs Saint-Amand, Desgain et Daele (Doc. 653 (2011-2012) N° 1).

Proposition de résolution visant au respect de la liberté de la presse en Turquie, déposée par Monsieur Wesphael (Doc. 656 (2011-2012) N° 1).

Proposition de résolution visant à sensibiliser aux impacts de l'amiante sur la santé et à prévenir les effets de l'amiante sur l'ensemble des personnes pouvant encore y être exposées, déposée par Monsieur Desgain, Madame Dethier-Neumann, Monsieur Disabato et Madame Meerhaeghe (Doc. 657 (2011-2012) N° 1).

Proposition de résolution sur les agences de placement, déposée par Mesdames Kapompolé, Zrihen, Simonis, Monsieur Dupont, Madame Tarnion et Monsieur Kilic (Doc. 660 (2011-2012) N° 1).

3.6. COUR CONSTITUTIONNELLE

La Cour constitutionnelle s'est vu attribuer, par l'article 142 de la Constitution, le pouvoir exclusif de contrôler les normes ayant force de loi au regard des règles qui déterminent les compétences respectives de l'Etat, des communautés et des régions. Ces règles de compétence figurent tant dans la Constitution que dans les lois relatives à la réforme des institutions de la Belgique fédérale. Le Parlement wallon publie les arrêts qui concernent des décrets régionaux.

Arrêts de la Cour constitutionnelle

Décret de la Région wallonne du 6 octobre 2010 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de renforcer la gouvernance au niveau local (art. 3) – Arrêt de la Cour constitutionnelle du 1er mars 2012 (Doc. 566 (2011-2012) N°1).

Décret-programme de la Région wallonne portant des mesures diverses en matière de bonne gouvernance, de simplification administrative, d'énergie, de logement, de fiscalité, d'emploi, de politique aéroportuaire, d'économie, d'environnement, d'aménagement du territoire, de pouvoirs locaux, d'agriculture et de travaux publics - Arrêt de la Cour constitutionnelle du 3 mai 2012 (Doc. 603 (2011-2012) N° 1).

Décret de la Région wallonne du 22 décembre 2010 relatif à la sécurité routière et portant des dispositions diverses en matière routière et de voies hydrauliques (Doc. 618 (2011-2012) N° 1) - Arrêt de la Cour constitutionnelle du 31 mai 2012.

Décret de la Région wallonne du 6 octobre 2010 modifiant le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto (Doc. 624 (2011-2012) N° 1) - Arrêt de la Cour constitutionnelle du 14 juin 2012.

Décret spécial de la Région wallonne du 9 décembre 2010 limitant le cumul de mandats dans le chef des députés du Parlement wallon (Doc. 635 (2011-2012) N° 1) - Arrêt de la Cour constitutionnelle du 28 juin 2012.

Décret de la Région wallonne ratifiant le permis d'urbanisme délivré le 16 juillet 2010 par arrêté du fonctionnaire délégué à la SA Infrabel pour la construction d'un bâtiment de voyageurs et l'aménagement des abords de la gare RER - ligne 124 à 1410 Waterloo (Doc. 662 (2011-2012) N° 1) - Arrêt de la Cour constitutionnelle du 9 août 2012.

3.7. ACTIVITÉS DE L'ASSEMBLÉE EN CHIFFRES

3.7.1. Vue globale

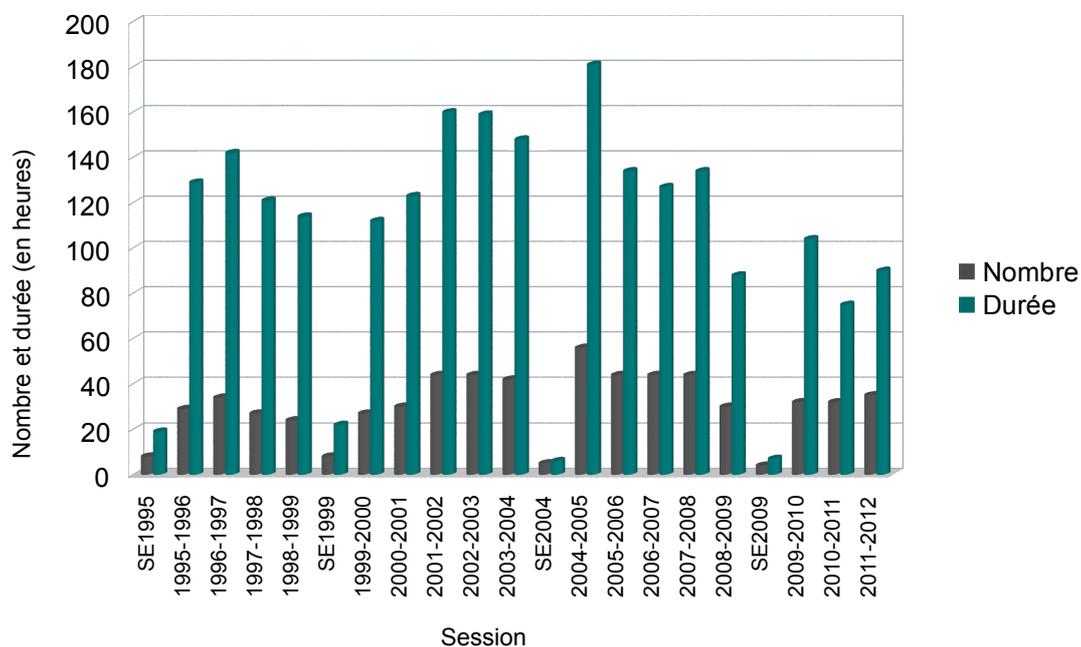
Session	SE 1995	1995 1996	1996 1997	1997 1998	1998 1999	SE 1999	1999 2000	2000 2001	2001 2002	2002 2003	2003 2004	SE 2004	2004 2005	2005 2006	2006 2007	2007 2008	2008 2009	SE 2009	2009 2010	2010 2011	2011 2012	2012 2013	2013 2014
Projets de décret	3	29	43	68	79	3	32	45	72	100	92	1	27	54	68	70	67	1	42	52	72		
Propositions de Décret	57	30	38	23	13	29	26	16	25	18	41	19	75	75	44	40	40	60	20	54	35		
Motions	2	40	19	13	9	2	14	9	3	4	7	2	22	18	21	14	12	4	28	24	14		
Résolutions	-	7	10	7	6	5	4	9	13	19	11	-	26	62	34	44	40	2	22	49	30		
Divers *	-	9	4	2	-	1	7	6	2	4	5	1	9	3	3	1	5	-	6	1	1		
Interpellations	2	112	57	34	18	2	17	14	18	11	19	-	127	253	296	295	165	-	228	145	128		
Questions orales	-	15	89	103	67	12	202	174	281	328	298	-	963	1143	1047	1174	566	-	1787	1806	1816		
Questions d'actualité	6	104	102	89	65	8	87	96	121	145	115	-	193	184	210	188	87	-	174	203	233		
Questions écrites	134	694	753	639	282	37	348	350	322	327	248	25	917	1245	1674	3095	1552	301	3267	5482	4149		

3.7.2. Séances plénières

Évolution depuis 1995

Session	Période	Nombre	Durée
SE 1995	6 juin 1995 17 octobre 1995	8	19h20
1995 - 1996	18 octobre 1995 15 octobre 1996	29	129h31
1996 - 1997	16 octobre 1996 14 octobre 1997	34	142h01
1997 - 1998	15 octobre 1997 20 octobre 1998	27	120h51
1998 - 1999	21 octobre 1998 13 juin 1999	24	114h33
SE 1999	29 juin 1999 19 octobre 1999	8	21h42
1999 - 2000	20 octobre 1999 17 octobre 2000	27	111h48
2000 - 2001	18 octobre 2000 16 octobre 2001	30	123h26
2001 - 2002	17 octobre 2001 17 septembre 2002	44	160h15
2002 - 2003	18 septembre 2002 23 septembre 2003	44	159h34
2003 - 2004	24 septembre 2003 13 juin 2004	42	148h21
SE 2004	29 juin 2004 21 septembre 2004	5	6h27
2004 - 2005	22 septembre 2004 20 septembre 2005	56	180h52
2005 - 2006	21 septembre 2005 19 septembre 2006	44	134h11
2006 - 2007	20 septembre 2006 18 septembre 2007	44	127h30
2007 - 2008	19 septembre 2007 23 septembre 2008	44	134h06
2008 - 2009	24 septembre 2008 7 juin 2009	30	88h18
SE 2009	23 juin 2009 22 septembre 2009	4	6h57
2009 - 2010	23 septembre 2009 22 septembre 2010	32	104h23
2010 - 2011	22 septembre 2010 20 septembre 2011	32	75h46
2011 - 2012	21 septembre 2011 19 septembre 2012	35	90h19

Séances plénières

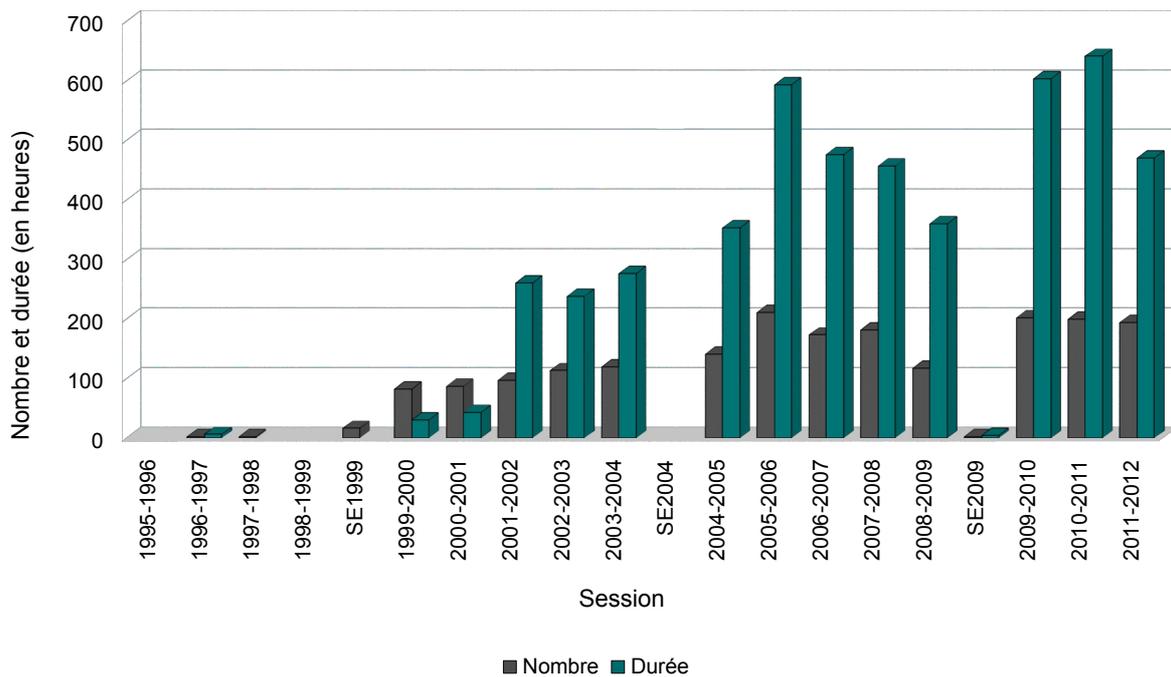


3.7.3. Séances des commissions permanentes, de la sous-commission, des comités d'avis et des comités

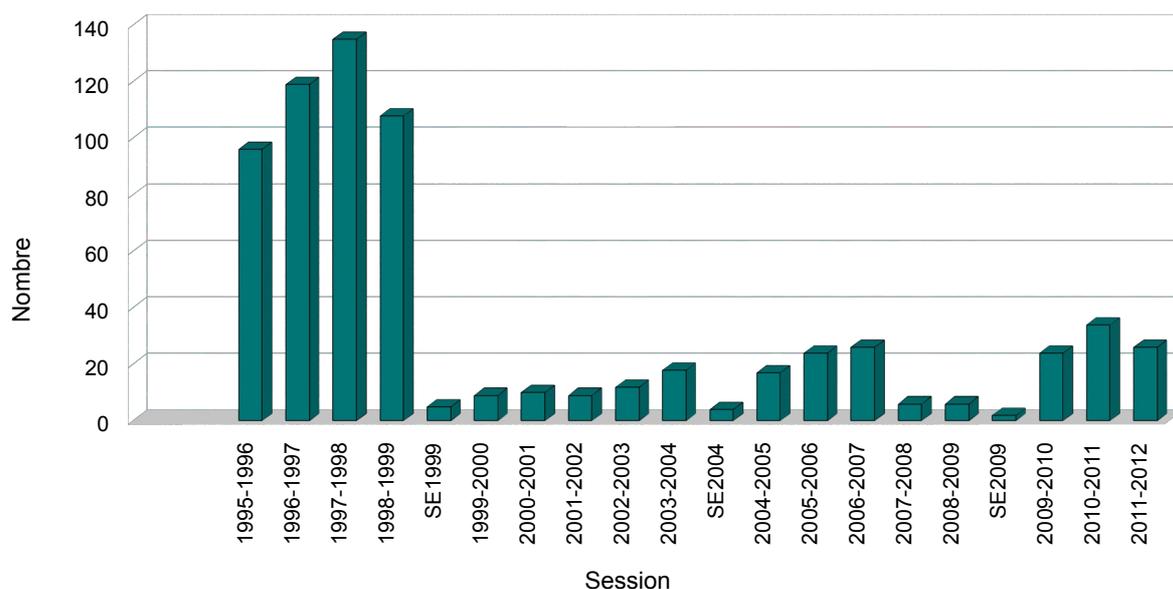
Session	Commissions à huis clos	Commissions publiques	Durée
SE 1995	19	-	-
1995 - 1996	96	-	-
1996 - 1997	119	-	5h42
1997 - 1998	135	-	-
1998 - 1999	108	-	-
SE 1999	5	16	-
1999 - 2000	9	82	30h29
2000 - 2001	10	87	42h54
2001 - 2002	9	97	259h58
2002 - 2003	12	113	237h57
2003 - 2004	18	119	276h06

SE 2004	4	-	-
2004 - 2005	17	141	352h50
2005 - 2006	24	211	592h45
2006 - 2007	26	173	476h
2007 - 2008	6	181	457h02
2008 - 2009	6	117	360h21
SE 2009	2	2	4h
2009 - 2010	24	202	2010 - 2011
2010 - 2011	34	199	641h01
2011 - 2012	26	194	470h02

Commissions publiques



Commissions à huis clos

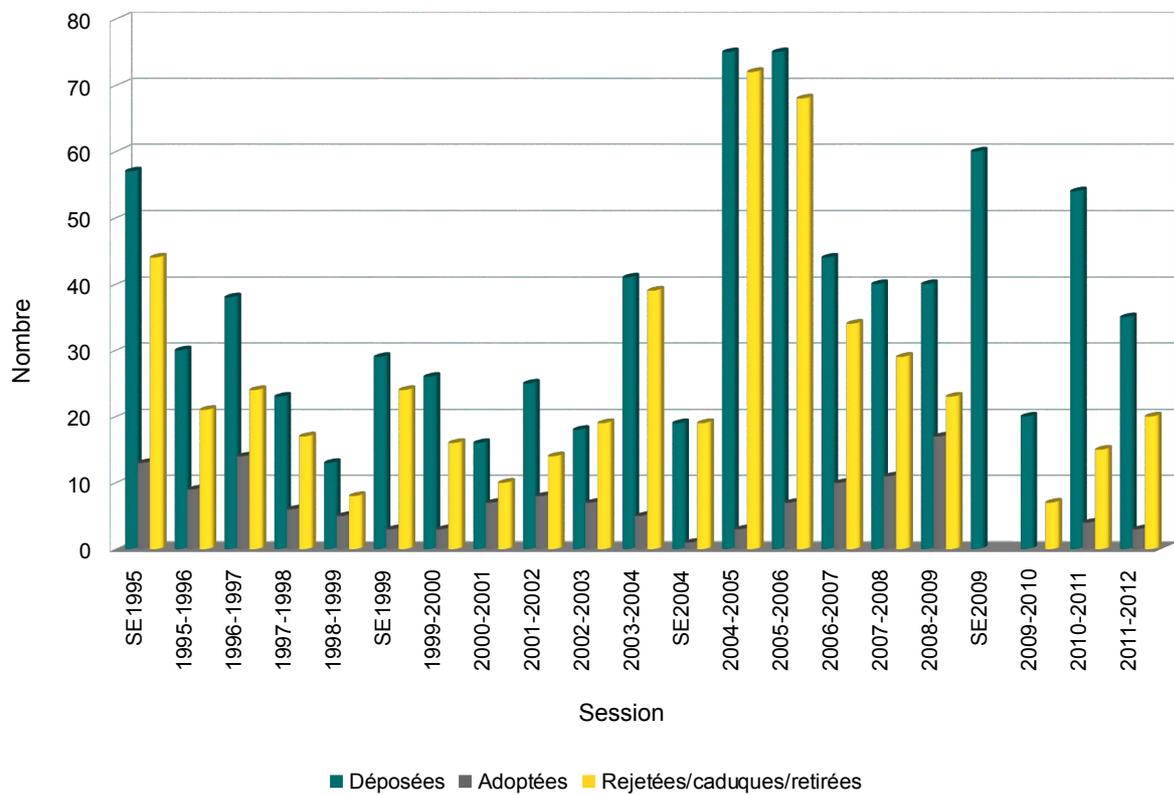


3.7.4. Décrets

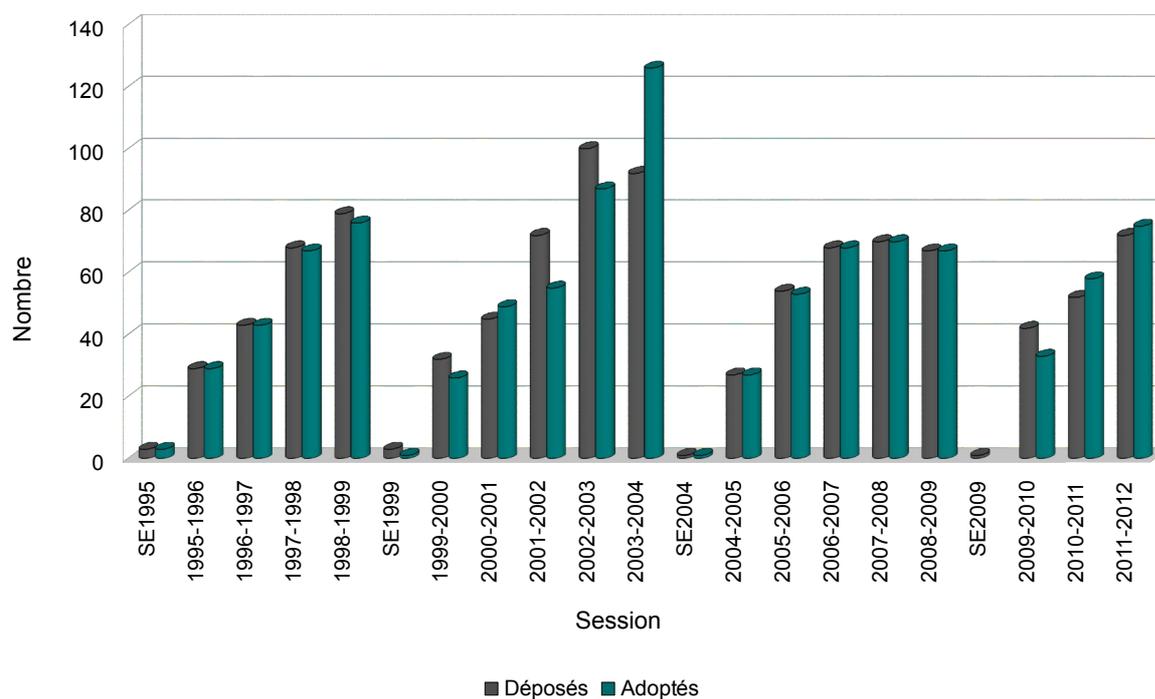
Propositions de décret				Projets de décret		
Session	Déposés	Adoptés	Rejetés Caducs Retirés	Déposées	Adoptées	Rejetées Caduques Retirées
SE 1995	57	13	44	3	3	-
1995 - 1996	30	9	21	29	29	-
1996 - 1997	38	14	24	43	43	-
1997 - 1998	23	6	17	68	67	1
1998 - 1999	13	5	8	79	76	3
SE 1999	29	3	24	3	1	-
1999 - 2000	26	3	16	32	26	-
2000 - 2001	16	7	10	45	49	-
2001 - 2002	25	8	14	72	55	-
2002 - 2003	18	7	19	100	87	-
2003 - 2004	41	5	39	92	126	2
SE 2004	19	1	19	1	1	-

2004 - 2005	75	3	72	27	27	-
2005 - 2006	75	7	68	54	53	1
2006 - 2007	44	10	34	68	68	-
2007 - 2008	40	11	29	70	70	-
2008 - 2009	40	17	23	67	67	-
SE 2009	60	-	-	1	-	1
2009 - 2010	20	-	7	42	33	-
2010 - 2011	54	4	1	52	58	-
2011-2012	35	3	20	72	75	-

Propositions de décret



Projets de décret



3.7.5. Résolutions

Session	Déposées	Adoptées	Rejetées	Retirées	Caduques
SE 1995	-	-	-	-	-
1995 - 1996	7	3	2	-	2
1996 - 1997	10	4	1	-	5
1997 - 1998	7	3	-	-	4
1998 - 1999	6	3	-	-	3
SE 1999	5	1	-	3	1
1999 - 2000	4	4	-	-	-
2000 - 2001	9	3	2	1	3
2001 - 2002	13	4	1	1	7
2002 - 2003	19	8	1	2	8
2003 - 2004	11	4	1	2	4
SE 2004	-	-	-	-	-
2004 - 2005	26	8	1	9	8
2005 - 2006	62	9	7	15	31

2006 - 2007	34	5	8	3	18
2007 - 2008	44	8	6	6	24
2008 - 2009	40	16	8	1	15
SE 2009	2	-	-	-	-
2009 - 2010	22	5	5	1	-
2010 - 2011	49	13	3	1	-
2011 - 2012	30	9	4	3	-

3.7.6. Contrôle du gouvernement

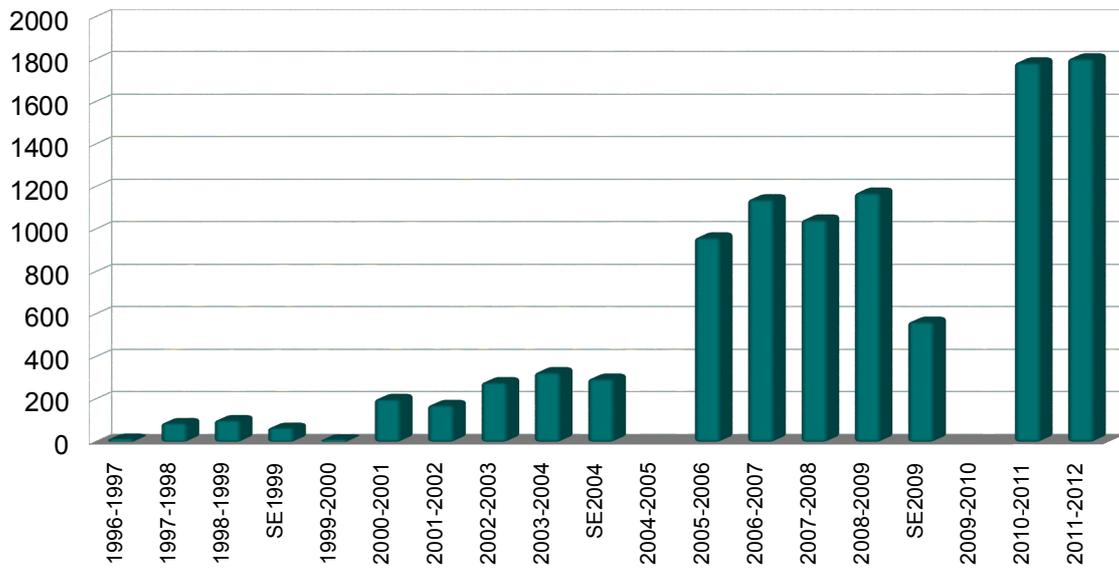
Chiffres globaux

Session	Interpellations	Questions orales	Questions d'actualité	Questions écrites
SE 1995	2	-	6	134
1995 - 1996	112	15	104	694
1996 - 1997	57	89	102	753
1997 - 1998	34	103	89	639
1998 - 1999	18	67	65	282
SE 1999	2	12	8	37
1999 - 2000	17	202	87	348
2000 - 2001	14	174	96	350
2001 - 2002	18	281	121	322
2002 - 2003	11	328	145	327
2003 - 2004	19	298	115	248
SE 2004	-	-	-	25
2004 - 2005	127	963	193	917
2005 - 2006	253	1143	184	1245
2006 - 2007	296	1047	210	1674
2007 - 2008	295	1174	188	3095
2008 - 2009	165	566	87	1552
SE 2009	-	-	-	301
2009 - 2010	228	1787	174	3267
2010 - 2011	145	1806	203	5482
2011 - 2012	128	1816	233	4149

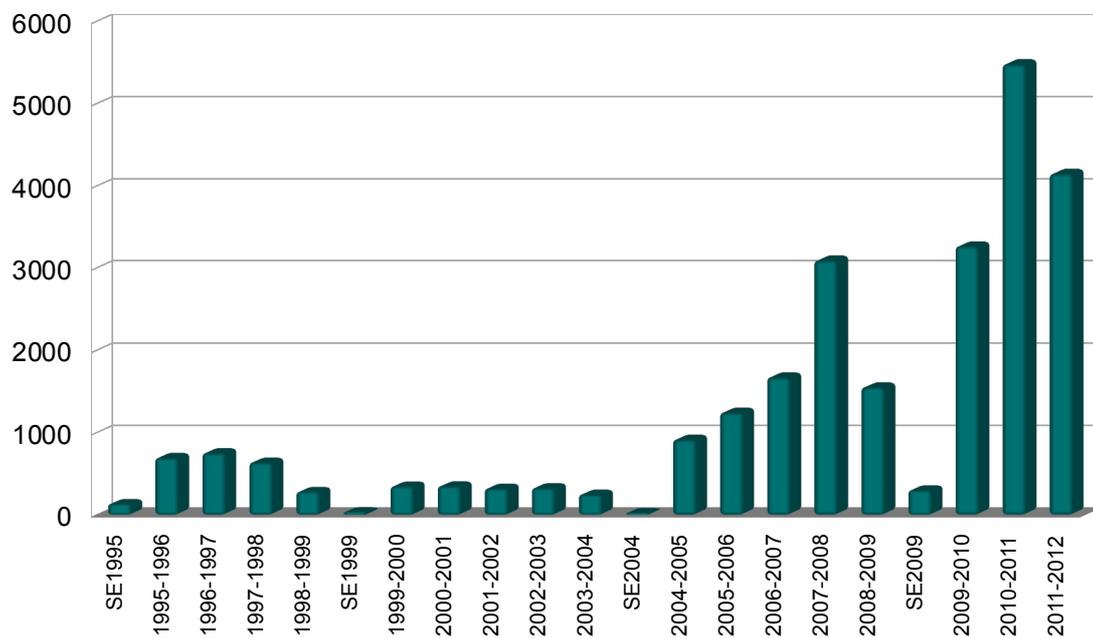
Chiffres par commission

	Interpellations développées	Interpellations retirées	Interpellations reportées	Interpellations transformées en questions écrites	Questions orales développées	Questions orales retirées	Questions orales reportées	Questions orales transformées en questions écrites
Affaires générales Relations internationales Fonds européens	24	2			72	29	1	2
Energie Logement Fonction publique Recherche	27	3			238	99	4	7
Budget Emploi Sports Aéroports	16	3	1		190	108	26	28
Economie Commerce extérieur Technologies nouvelles	12	2			171	67	1	7
Affaires intérieures Tourisme	8	3			229	90	3	7
Santé Action sociale Homme/Femme	11	2		1	153	58	1	4
Environnement Aménagement du Territoire Mobilité	25	7	1		373	113	15	33
Travaux Publics Agriculture Ruralité Patrimoine	5	10		1	390	161	5	6
Licences d'armes								
Total	128	32	2	2	1816	725	56	95

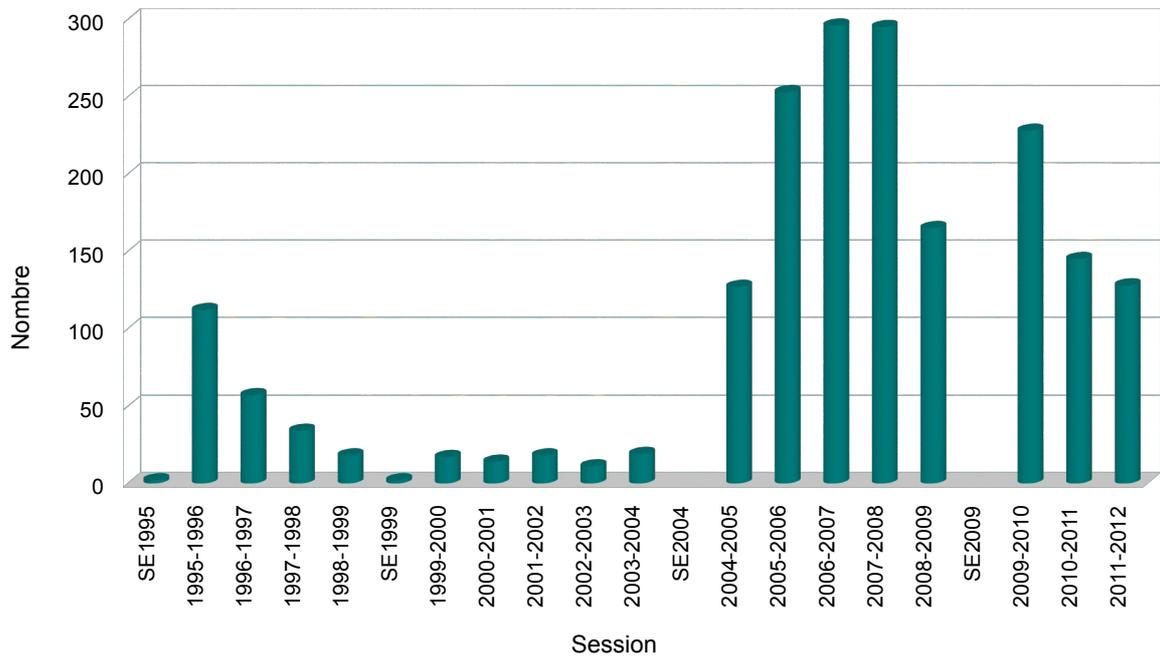
Questions orales



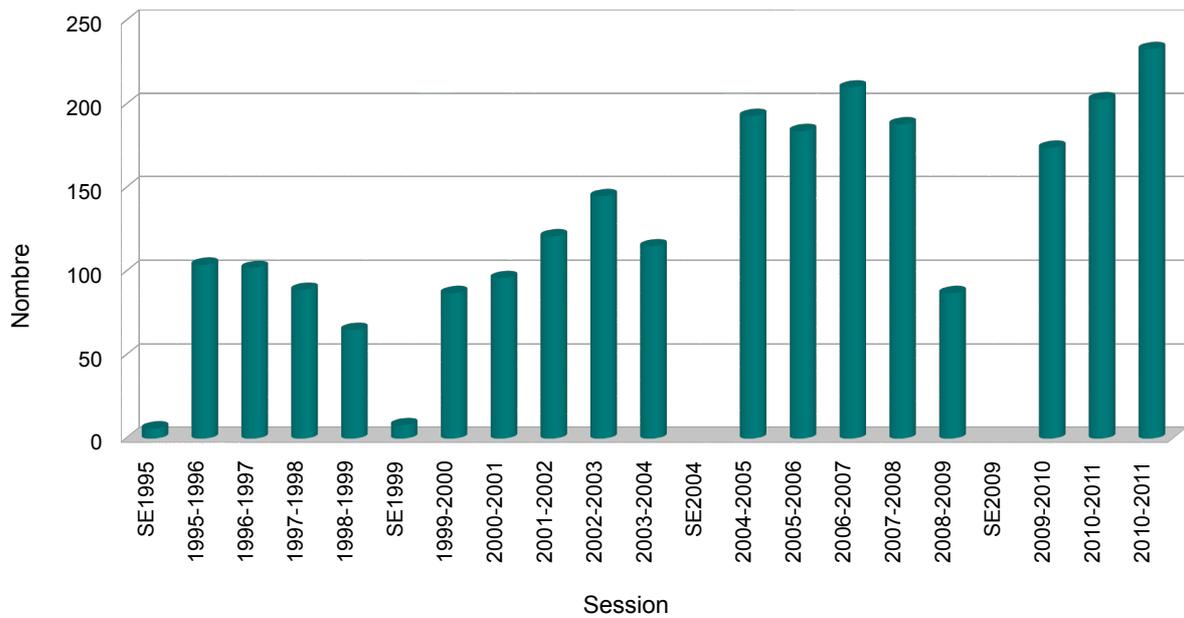
Questions écrites



Interpellations



Questions d'actualité



CHAPITRE 4

Relations internationales

4. RELATIONS INTERNATIONALES

4.1. RELATIONS PARLEMENTAIRES BILATERALES

4.1.1. Délégations étrangères

Afghanistan

Le Parlement wallon a reçu, le 23 septembre 2011, la visite de S.E. M. Homayoun Tandar, Ambassadeur de la République islamique d'Afghanistan auprès du Royaume de Belgique.

Un échange de vues a permis d'évoquer la situation en Afghanistan et notamment le rôle de la jeunesse, le développement artistique et culturel, la place croissante des différents médias au sein la société afghane ainsi que les récentes avancées, notamment au niveau des infrastructures de transport.



Photo : Mme Emily HOYOS, Présidente du Parlement wallon, et S.E. M. Homayoun TANDAR, Ambassadeur de la République islamique d'Afghanistan auprès du Royaume de Belgique.

Canada

Le Parlement wallon a reçu, le 9 décembre 2011, la visite de S. E. M. Louis de Lorimier, Ambassadeur du Canada auprès du Royaume de Belgique.

M. l'Ambassadeur a mis en évidence l'avancement des négociations sur l'accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne. Cet accord doit permettre de lever un certain nombre d'obstacles au commerce entre l'Europe et le Canada.

Le Canada faisant face à une pénurie de main d'oeuvre qualifiée dans certains secteurs, M. l'Ambassadeur a présenté le programme Destination-Canada qui encourage les ressortissants étrangers, dont les jeunes, à s'expatrier au Canada.



Photo : Mme Emily HOYOS, Présidente du Parlement wallon, et S.E. M. Louis de LORIMIER, Ambassadeur du Canada auprès du Royaume de Belgique.

Cuba

Le Parlement wallon a reçu, le mercredi 26 octobre 2011, la visite d'une délégation de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire cubain emmenée par Monsieur Ramon Pez Ferro, Président de la Commission des Relations extérieures.

L'impact de la crise économique et financière sur Cuba et les récentes mesures prises lors du 6ème Congrès du Parti Communiste cubain d'avril 2011 ont été évoqués, tout comme les avancées en matière de recherche et en particulier les biotechnologies en Wallonie et à Cuba.



Photo : Monsieur Ramon PEZ FERRO, Président de la Commission des Relations extérieures de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire de la République de Cuba, et Monsieur Jean-Claude MAENE, Président de la Commission des affaires générales, de la simplification administrative, des fonds européens et des relations internationales du Parlement wallon.

Etats-Unis

Le Parlement wallon a reçu, le 15 décembre 2011, la visite de Monsieur J. Faucher, chef de mission adjoint à l'Ambassade des Etats-Unis.

République de Croatie

Le Parlement wallon a reçu, le 22 mai 2012, la visite de S.E. M. Boris Grigic, Ambassadeur de la République de Croatie.

Les perspectives du renforcement de la coopération entre la Wallonie et la Croatie ont été évoquées sur base de l'accord de coopération ratifié par le Parlement le 25 avril 2012.



Photo : S.E. Monsieur Boris Grigic, Ambassadeur de la République de Croatie auprès du Royaume de Belgique, signe le livre d'or du Parlement wallon en présence de M. Patrick Dupriez, Président du Parlement wallon, et de M. Jean-Claude Maene, Président de la Commission des affaires générales, de la simplification administrative, des fonds européens et des relations internationales.

République d'Indonésie

Le Parlement wallon a reçu, le jeudi 27 octobre 2011, la visite de S.E. M. Arif Havas Oegroseno, Ambassadeur de la République d'Indonésie auprès du Royaume de Belgique.

Des échanges ont notamment eu lieu au sujet de la mutation de la Wallonie d'une économie fondée sur l'industrie lourde vers une économie basée sur les services, les nouvelles technologies et l'innovation notamment grâce au Plan Marshall. L'Ambassadeur a indiqué que le développement du secteur logistique belge et les recherches wallonnes en matière de biotechnologies intéressaient beaucoup l'Indonésie.



Photo : Mme Emily HOYOS, Présidente du Parlement wallon, et S.E. M. Arif Havas OEGROSENO, Ambassadeur de la République d'Indonésie auprès du Royaume de Belgique.

République de Serbie

Le Parlement wallon a reçu, le 17 novembre 2011, la visite de S.E. M. Radomir Diklic, Ambassadeur de la République de Serbie.

M. l'Ambassadeur souhaitait rencontrer Mme la Présidente au sujet de la ratification par le Parlement wallon de l'Accord de stabilisation et d'association entre la Serbie et l'Union européenne.



Photo : Mme Emily HOYOS, Présidente du Parlement wallon, et S.E. M. Radomir Doklic, Ambassadeur de la République de Serbie.

République serbe de Bosnie

Le Parlement wallon a reçu, le mardi 3 juillet 2012, la visite de M. Igor RADOJICIC, Président de l'Assemblée nationale de la République serbe de Bosnie.

Le Président de l'Assemblée de cette république s'est montré intéressé par le processus de coopération intrabelge en ce qui concerne la préparation et le suivi des questions européennes. Un intérêt particulier a été manifesté à l'égard de la répartition des compétences et de la concertation intrabelge en ce qui concerne les matières relatives à l'énergie et l'agriculture.



Photo : M. Patrick DUPRIEZ, Président du Parlement wallon, et M. Igor RADOJICIC, Président de l'Assemblée nationale de la République serbe de Bosnie.

4.1.2. Activités diverses

Visite de M. Jan Peumans, Président du Parlement flamand

Le Parlement wallon a reçu, le 16 décembre 2011, la visite de M. Jan Peumans, Président du Parlement flamand.

Visite du Président Dupriez au Grand-Duché de Luxembourg

À l'invitation de Monsieur Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés du Luxembourg, le Président Dupriez a effectué, le 6 juillet 2012, une visite de travail au Grand-Duché de Luxembourg qui a permis de renforcer les liens entre la Wallonie et le Luxembourg.

Les deux parlements sont membres du Conseil parlementaire interrégional et les Présidents ont naturellement évoqué les dossiers concernant la Grande Région et particulièrement la question cruciale de la mobilité.

La situation du marché du travail a également été abordée, avec notamment l'idée de la création d'une centrale d'offres d'emplois au niveau de la Grande Région.

A enfin été mise en évidence la nécessité de promouvoir la Grande Région, tant sur le plan

parlementaire que gouvernemental. Le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, M. Jean-Marie Halsdorf, s'est dit désireux d'un renforcement de la coopération avec la Wallonie et le Président Dupriez a fait part de sa volonté d'y contribuer au travers de projets concrets.

Participation à la réunion d'un groupe de travail de la CALRE

Le Président du Parlement a participé, le 27 avril 2012 à Santa Cruz de Tenerife (Espagne), à une réunion du Groupe de travail Subsidiarité de la CALRE au cours de laquelle un programme de travail et une déclaration de principe ont été adoptés (*cf. infra*).

Participation à la Conférence internationale d'Innsbruck

Du 31 mai au 3 juin 2012 s'est déroulée à Innsbruck (Autriche) la Conférence internationale « Régions à pouvoir législatif dans l'Union européenne et au Conseil de l'Europe – Défis futurs et objectifs stratégiques ». Le Président Dupriez y représentait le Parlement wallon.

4.2. RELATIONS AVEC LES ASSEMBLÉES PARLEMENTAIRES EUROPÉENNES

4.2.1. Conseil interparlementaire consultatif de Benelux (Parlement Benelux)

4.2.1.1 Délégation

M. C. COLLIGNON (Président de la délégation)

M. M. LEBRUN

M. D. SENESAEL

4.2.1.2. Activités

Le 23 mars 2012 à La Haye (Pays-Bas)

- Présentation du rapport de trois commissions du Parlement Benelux qui ont procédé le 1er juillet 2011 à l'audition de divers responsables du contrôle aérien et effectué des visites au centre de contrôle aérien CANAC de Belgocontrol à Steenokkerzeel et à l'aéroport de Liège.

Suite à ces travaux, le Parlement Benelux a adopté à l'unanimité une recommandation demandant aux gouvernements néerlandais et belge de ratifier d'urgence le traité FABEC du 2 décembre 2010.

- Présentation du rapport d'une visite de travail rendue à une exploitation tournaisienne d'agocarburants de la deuxième génération le 9 mars 2012.

4.2.2. CALRE (Conférence des assemblées législatives régionales d'Europe)

4.2.2.1 Délégation

Mme E. HOYOS (jusqu'au 4 mars 2012)

M. P. DUPRIEZ (depuis le 14 mars 2012), membre du groupe de travail sur l'e-Démocratie

M. M. de LAMOTTE représente le Parlement wallon au sein du groupe de travail sur le développement rural urbain.

M. F. JANSSENS, Greffier du Parlement wallon.

4.2.2.2. Activités

- 15^{ème} Assemblée plénière du 24 au 26 novembre 2011 à L'Aquila (Italie).

- Réunion du Groupe de travail Subsidiarité de la CALRE du 26 au 28 avril 2012 à Santa Cruz de Tenerife (Espagne).

4.2.3. CPI (Conseil Parlementaire Interrégional)

4.2.3.1. Délégation

Pour la Commission Affaires économiques

Président : M. M. BOLLAND

Membre effectif : M. P.-Y. JEHOLET

Membres suppléants : Mme Ch. DEFRAIGNE, Mme M. SONNET

Secrétariat : M. F. HARDY (fonctionnaire du Parlement wallon)

Pour la Commission Affaires sociales

Membres effectifs : M. M. LEBRUN, M. J.-C. LUPERTO

Membre suppléant : M. D. FOURNY

Pour la Commission Transports et Communications

Membres effectifs : M. P. DUPRIEZ, M. M. LEBRUN, M. Ch. NOIRET

Membres suppléants : Mme M. DETHIER-NEUMANN, M. D. FOURNY, Mme M. SAENEN

Pour la Commission Environnement et Agriculture

Membres effectifs : M. M. BOLLAND, M. E. STOFFELS

Membres suppléants : Mme M. SONNET, Mme G. TROTTA

Pour la Commission Enseignement, Formation, Recherche et Culture

Membres effectifs : M. M. NEVEN, M. Ch. NOIRET

Membres suppléants : M. J.-L. CRUCKE, Mme M. SAENEN

Pour la Commission Sécurité intérieure, protection civile et services de secours

Membres effectifs : M. P. DUPRIEZ, M. P.-Y. JEHOLET, M. M. NEVEN

Membres suppléants : M. J.-L. CRUCKE, Mme Ch. DEFRAIGNE, Mme M. DETHIER-NEUMANN

Membre du Greffe : M. F. JANSSENS

4.2.3.2. Activités

Réunions des commissions

Le 30 septembre 2011 à Nancy (France) : réunion des Commission des Affaires économiques, Commission des Transports et Communications et Commission de l'Enseignement, de la Formation, de la Recherche et de la Culture.

Le 2 mars 2012 à Perl (Allemagne) : réunion des Commission de la Sécurité intérieure, protection civile et services de secours et Commission de l'Environnement et de l'Agriculture ;

Le 20 mars 2012 à Trèves (Allemagne) : réunion conjointe des Commission des Affaires sociales et Commission de l'Enseignement, Formation, Recherche et Culture ;

Le 27 mars 2012 à Eupen : réunion de la Commission Environnement et Agriculture au sujet de la gestion de l'eau potable ;

Le 8 mai 2012 à Otzenhausen (Allemagne) : réunion de la Commission Sécurité intérieure, protection civile et services de secours au sujet de la coopération policière au sein de la Grande Région ;

Le 18 mai 2012 à à Schneebergerhof (Allemagne) : réunion des Commission des Affaires économiques et Commission Environnement et Agriculture au sujet de l'énergie éolienne.

Séances plénières

Le 2 décembre 2011 à Metz (France) : 47^{ème} séance plénière. Parmi les thématiques des recommandations adoptées, il faut citer :

- l'avenir de la sidérurgie dans la Grande Région ;
- le développement de la coopération transfrontalière pour la formation professionnelle et l'apprentissage ;
- la lutte contre l'entrave aux transports en commun transfrontaliers en raison de l'augmentation des droits d'arrêts en gares françaises, assurer la pérennité de la ligne transfrontalière franco-allemande de la Saarbahn Sarrebruck-Sarreguemines ;
- la protection et de l'utilisation de l'eau dans les parcs naturels de la Grande Région ;
- la coopération dans la Grande Région dans le domaine des jardins d'enfants, des garderies, de l'éducation préscolaire et des écoles maternelles ;
- la protection civile dans la Grande Région.

Le 1er juin 2012 à Metz (France) : 48^{ème} séance plénière. Parmi les thématiques des recommandations adoptées, il faut citer :

- le développement de la coopération transfrontalière dans la Grande Région en matière de formation professionnelle et de l'apprentissage ;
- le développement urbain dans la Grande Région ;
- la Gestion de l'eau potable ;
- le nucléaire dans la Grande Région.

Réunion du Comité permanent

Le 11 mai 2012 à Metz (France)

Réunions du Greffe

- Le 24 mars 2012 à Metz (France)

- Le 15 juin 2012 à Metz (France)

4.3. RELATIONS AVEC LES ASSEMBLÉES PARLEMENTAIRES NON-EUROPÉENNES

4.3.1. Comité mixte Assemblée nationale du Québec-Parlement wallon

4.3.1.1. Délégation

M. P. DUPRIEZ
Mme I. SIMONIS
M. J.-C. MAENE
Mme A. SAUDOYER
Mme S. de COSTER-BAUCHAU
Mme C. DEFRAIGNE
M. L. TIBERGHIE
M. D. FOURNY

4.3.1.2. Activités

Du 7 au 11 mai s'est tenue la VI^e session du Comité mixte Parlement wallon-Assemblée nationale du Québec (Doc. 459 (2011-2012) N°1).

Les thèmes de discussion étaient le développement rural et la gestion des forêts ainsi que l'actualité politique en Wallonie et au Québec.





CHAPITRE 5

Relations avec le citoyen

5. RELATIONS AVEC LE CITOYEN

5.1. VISITES DU PARLEMENT WALLON

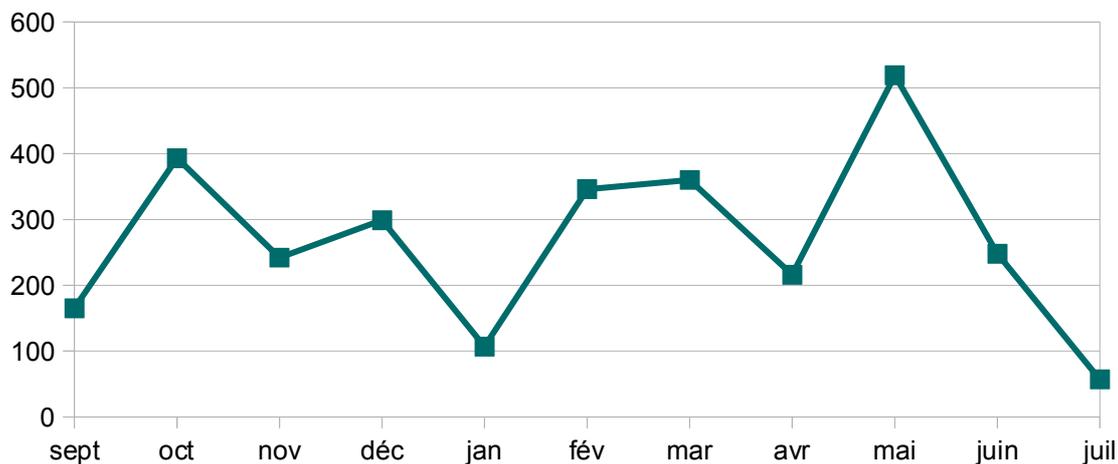
Durant la session 2011-2012, 2 952 personnes, réparties en 116 groupes, ont visité le Parlement wallon. Les mois d'octobre 2011 (15 groupes) et de mai 2012 (22 groupes) ont été les mois de plus grande affluence.

Il est possible de distinguer trois type de visites :

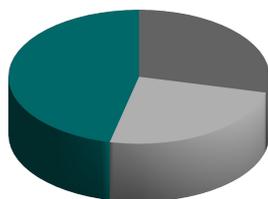
- les visites scolaires ;
- les visites en relation avec l'action politique, qu'elles soient organisées par ou avec un parti politique, un député, un Ministre ou un groupement proche d'un parti politique ;
- les visites organisées par un groupement ou tout groupe associatif.

Visiteurs du Parlement wallon

2011-2012

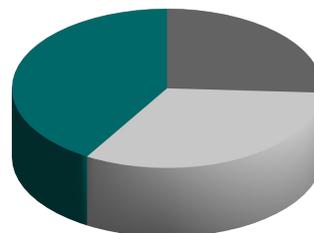


Catégories de visites



■ Visites scolaires ■ Visites – action politique
■ Autres visites

Visites scolaires par type d'enseignement



■ Primaire ■ Secondaire ■ Supérieur

5.2. JOURNÉES PORTES OUVERTES

Mardi 17 avril 2012

Le 17 avril 2012 a eu lieu le Jour P durant lequel le Parlement wallon, à l'instar des autres assemblées du pays, a permis à des jeunes d'apprendre à mieux connaître le fonctionnement du Parlement.

Samedi 8 et dimanche 9 septembre 2012

Participation du Parlement à l'édition 2012 des Journées du Patrimoine placées sous le thème des "Grandes figures en Wallonie". Pour l'occasion, le bâtiment Saint-Gilles s'est animé, outre d'un parcours exceptionnellement aménagé, des présences originales de Georges Simenon et Ernest Solvay, chargés de présenter, chacun à sa manière le Parlement wallon.

5.3. CITOYENNETÉ

Mercredi 9 mai 2012

Messieurs Patrick Dupriez, Président du Parlement wallon, et Alain Onkelinx, Président du Comité "Mémoire et Démocratie" ont dévoilé la plaque instituant le Parlement wallon comme "Territoire de Mémoire".



5.4. AUTRES ÉVÉNEMENTS

Du jeudi 8 septembre au vendredi 23 décembre 2011
Exposition d'art contemporain « Un air de Wallonie ».

Samedi 10 et dimanche 11 septembre 2011
Exposition « Victor Hugo, la Wallonie et les écrivains wallons » — Journées du Patrimoine.

Vendredi 16 septembre 2011
Départ de la Route des Plaques.

Du lundi 10 au vendredi 14 octobre 2011
Exposition « Wallonie, mon amour ».

Lundi 17 octobre 2011
Journée mondiale du refus de la misère.

Vendredi 28 octobre 2011
Ateliers du territoire.

Vendredi 18 novembre 2011
Archives photographiques namuroises — Présentation de l'ouvrage « Namur — le Grognon — 1830-1972 ».

Jeudi 8 décembre 2011
Rencontre d'entreprises de l'ASBL Prométhéa.

Vendredi 9 décembre 2011
Colloque annuel de l'ASBL Namur Europe Wallonie (NEW).

Lundi 19 décembre 2011
Lancement de l'année à thème « La Wallonie des saveurs » à l'initiative de M. Paul Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville et du Tourisme.

Mercredi 15 février 2012
Réunion de travail des directeurs du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Jeudi 10 mai 2012
Concert NAMusiq'.

Mercredi 23 mai 2012
Remise du Prix Arthur Haulot.

Mardi 11 septembre 2012
Cocktail de rentrée des Éditions de l'Avenir.

CHAPITRE 6

In memoriam

6. IN MEMORIAM

6.1. DÉPUTÉS ET ANCIENS DÉPUTÉS

M. Joseph Bonmariage († 29/02/2012)

Mme Pierrette Cahay-André († 18/10/2011)

M. Michel Daerden († 5/08/2012)

M. Freddy Deghilage († 4/08/2011)

Baron Charles Hanin († 16/06/2012)

M. Antoine Humblet († 25/11/2011)

M. Maurice Minne († 6/08/2011)

M. Guy Spitaels († 21/08/2012)

6.2. HOMMAGES

Le 13 décembre 2011 : hommage aux victimes de la tuerie de Liège.

Le 14 mars 2012 : hommage aux victimes de la catastrophe de Sierre.

Le rapport annuel du Parlement wallon est édité par le Service des études et de la documentation. Les informations qu'il contient ont été recensées par lui.

